

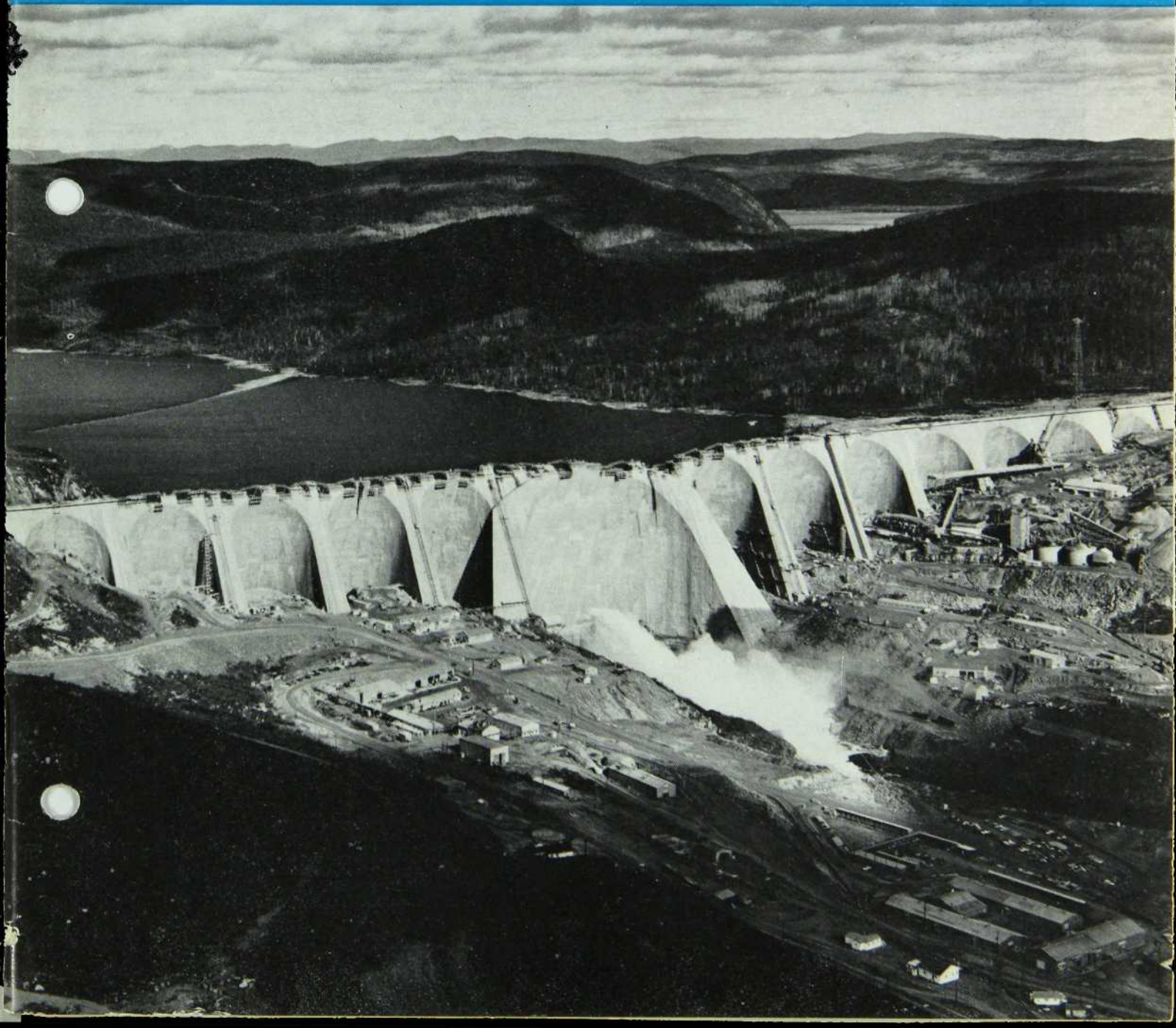
REVUE
DE LA

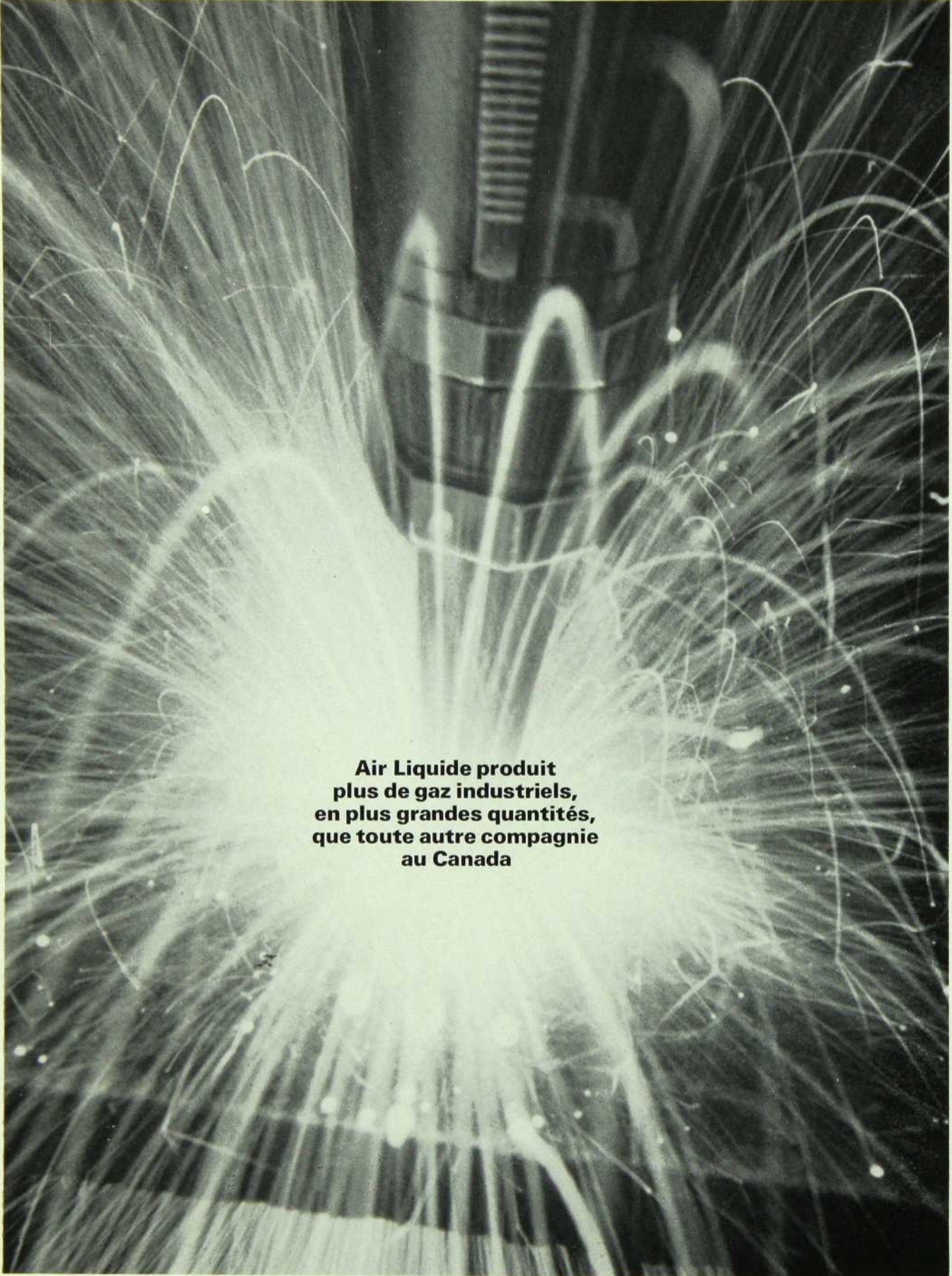
CHAMBRE DE COMMERCE

française

AU CANADA

FÉVRIER 1968, No 598





**Air Liquide produit
plus de gaz industriels,
en plus grandes quantités,
que toute autre compagnie
au Canada**

AIR LIQUIDE CANADA



PREMIERS DANS LE MONDE DES GAZ INDUSTRIELS
4935 est. rue Beaubien, Montréal 36, Qué.

REVUE

DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE

AU CANADA

Février 1968, No 598

La conjoncture au Canada	H. M.	3
Le Québec, perspectives et problèmes économiques	N. S. Takacsy	5
Accès de faiblesse du dollar canadien	H. Mhun	7
La conjoncture en France		9
L'assemblée générale annuelle de la Chambre de Commerce Française au Canada		11
Les manifestations de la Chambre		13
Le plan français de relance économique		15
News from Toronto		17
Le pétrole, source de protéines		19
La participation française à la Société Générale de Financement du Québec		21
Perspectives économiques pour les pays de l'O.C.D.E.		23
300 diplômés français viendront au Québec		24
The Atlantic Community and the Technology Gap		25
The 100 Largest Companies in Europe		29

LA CHAMBRE DE COMMERCE
FRANÇAISE AU CANADA

612, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué.

Tél. : 842-9420

Adresse télégraphique : Gallia Montréal

Bureau de Paris :

7, rue Jean Goujon
Paris 8ème

La Revue est publiée tous les deux mois par
La Chambre de Commerce Française au Canada
Prix : 25 cents le numéro

*"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé
l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme
objet de deuxième classe de la présente publication."*

Imprimée par

ERNEST THÉRIEN & FILS, LIMITÉE
5595, rue Saint-Denis, Montréal 34 - 273-8361

Couverture

Le barrage de Manic 5. Etat actuel des travaux.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE S.F.C.I. LTÉE

SFCI

Montréal: Tour de la Bourse, place Victoria — Tél.: 866-8712

Québec: 300 est, Grande-Allée — Tél.: 529-0457

ouverture de comptes en \$ can. et \$ u.s. comportant
délivrance de chéquiers;

dépôts à terme, en dollars et autres devises;

prêts à court terme au commerce et à l'industrie;

opérations documentaires et de change;

fournitures de garanties de toutes sortes concernant le
commerce international;

financement de marchandises en voie de transport
ou entreposées;

délivrance de chèques de voyage.

FILIALE DE:

**Banque
Nationale
de Paris**

BNP

LA CONJONCTURE AU CANADA

La croissance du produit intérieur brut a été inférieure à 3% en 1967, alors qu'elle avait été de 6% en 1966. C'est insuffisant pour assurer la pleine utilisation des forces productives du pays, en hommes et en équipements. Le Conseil Économique du Canada estime qu'elle doit être de 5% par an pour réaliser le plein emploi relatif. C'est également le taux fixé par le Plan français. Le taux d'augmentation de la population active est très rapide au Canada : 200.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

Les perspectives des prochains mois se heurtent toujours à de nombreuses incertitudes et à des difficultés, tant domestiques qu'internationales. Le paradoxe de l'inflation et du chômage se dessine. En janvier l'indice des prix à la consommation marque une hausse de 4,5% sur janvier 1967 et il y a 80.000 chômeurs de plus qu'un an auparavant.

De modérément expansionniste, la politique économique du gouvernement fédéral est devenue déflationniste : tour de vis fiscal, resserrement du crédit, taux d'intérêt élevés, réduction des dépenses et des investissements publics. Ces mesures nécessaires, qui auraient dû être prises plus tôt, ne peuvent que freiner l'expansion. Elles limiteront les investissements du secteur privé qui, après des années de « boom », sont déjà dans une phase de stabilisation.

Sur le plan international, les problèmes monétaires continuent de perturber les relations entre les puissances industrielles. La politique d'austérité de la Grande-Bretagne et le programme de Washington pour le redressement de la balance des paiements et la défense du dollar auront pour effet de freiner le développement du commerce mondial. Le Canada, dont les exportations représentent 20% du produit national brut, pourrait être l'un des premiers pays affectés. Et le récent accès de faiblesse du dollar canadien, en soulignant une fois de plus l'interdépendance étroite des économies américaine et canadienne, a montré la vulnérabilité de la monnaie canadienne à toute action des États-Unis tendant à restreindre ses investissements au Canada. (Lire à ce sujet l'article sur le dollar canadien)

Parmi les facteurs favorables, il convient de mentionner la reprise de l'activité économique aux États-Unis, qui se confirme en ce début d'année. On sait que la majorité des exportations canadiennes est dirigée dans ce pays. En 1967 la proportion a été presque des deux-tiers, alors que les exportations canadiennes ont augmenté de 17,5% par rapport à l'année précédente. Le succès de l'accord canado-américain de l'automobile est l'une des causes de cette hausse assez spectaculaire. La forte demande américaine de matières premières, due en partie à la guerre au Vietnam, en est une autre. Par contre les ventes canadiennes en Europe progressent moins rapidement : le ralentissement de l'activité industrielle en Europe occidentale en est en partie responsable.

La construction de logements sera probablement supérieure cette année à celle de l'an dernier, tout en restant inférieure aux besoins. Il est plus difficile de prévoir le comportement des consommateurs qui sont influencés par des éléments contradictoires : augmentation des salaires et des revenus personnels d'un côté, hausse des prix et chômage de l'autre, enfin propension à la dépense ou à l'épargne selon le « climat ». Tout considéré, 1968 ne sera pas une année facile.



Bien des voitures sont le fait du hasard. L'élégante Renault 16, elle, ne l'est pas.

Car elle est due à la somme de ses caractéristiques individuelles. Lesquelles? Un intérieur spacieux et pratique qui s'adapte à tous les besoins grâce à des sièges amovibles ou transformables en couchettes. Un coffre extensible. La traction avant, dont les avantages sont reconnus: poids du moteur sur les roues motrices, d'où excellente adhérence, en particulier dans les virages et dans la neige. Une suspension à barres de torsion et à roues indépendantes. Un système de freinage à disques et à tambours, ce qui assure un rendement optimal.

Un moteur puissant et nerveux. Climatisation de l'intérieur par air pressurisé. Et une foule d'autres détails ingénieux et utiles. Et c'est en fonction de toutes ces caractéristiques que fut conçue la carrosserie de la Renault 16. Élégante, certes, mais fonctionnelle avant tout. C'est-à-dire "pensée" pour vous, pour votre confort, votre agrément, votre sécurité. A partir de \$2,498. Fabriquée au Québec.

RENAULT  **16**

Renault va plus loin.

Automobiles Renault Canada Limitée, 1305, boul. Marie-Victorin, St-Bruno (Québec).

LE QUÉBEC, PERSPECTIVES ET PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

par N. S. TAKACSY

Le 7 décembre dernier, M. Takacsy, économiste de Greenshields Incorporated, a fait un exposé intéressant sur l'économie du Québec devant les membres du Club des Lions de Montréal. Nous le publions in extenso dans les pages suivantes.

C'est délibérément que j'ai choisi, aujourd'hui, ce sujet d'entretien. En effet, à travers le prisme du débat canadien, soit le dialogue sur notre avenir, apparaît un faisceau d'aspects économiques importants qui n'ont pas retenu suffisamment l'attention jusqu'à présent. Je veux signifier par là que l'évolution de l'économie du Québec et l'impact d'éventuelles mutations politiques sur son devenir n'ont pas été suffisamment explorés.

Dans les réflexions qui suivent, je me propose, d'abord, de brosser un tableau des structures économiques du Québec, des changements qui s'y effectuent et de la croissance qui s'y manifeste depuis quelque temps. Je m'attacherai ensuite à mettre en lumière notre potentiel économique à long terme en fonction des tendances démographiques et de l'évolution de notre environnement. Cela fait, nous pourrions nous pencher sur nos problèmes — tant immédiats que fondamentaux — et sur les voies et moyens qui nous permettront de les approcher.

L'un des traits saillants de l'économie du Québec réside dans le fait qu'elle constitue un seuil de transition entre l'Est du Canada, pauvre, et le Centre, riche. Il suffit pour s'en rendre compte de considérer Montréal et ses villes-satellites dans la Vallée du Saint-Laurent, formant partie de l'axe industriel du Canada — dont les deux têtes de pont sont Windsor et la ville de Québec — et l'autre partie de la Province, dont le caractère rural s'inscrit dans le prolongement de la région atlantique. De fait, tout comme on rencontre une différence marquante dans la structure industrielle de ces régions, on y relève un écart poignant dans les revenus et la productivité. Le niveau de vie à Outremont équivaut très sensiblement à celui de Rosedale à Toronto, alors que l'agriculteur gaspésien ne gagne guère davantage que son concitoyen, le pêcheur de Terre-Neuve. Parler d'une économie de Québec revient donc à corseter dans des frontières par trop artificielles le fait diffus et complexe de la réalité économique.

Les ressources naturelles du Québec sont indéniablement abondantes, mais elles ne sont pas uniques. Manifestement, la pêche, l'agriculture, le trappage,

l'exploitation forestière et minière procurent un gagne-pain à un pourcentage de moins en moins important de notre population et ne constituent qu'un apport direct de moins de \$1½ milliard, soit 10%, à notre production totale de biens. En revanche, les industries de fabrication primaire qui transforment nos richesses naturelles (telles que l'énergie hydro-électrique, l'aluminium, l'amiante, le cuivre, le zinc, le minerai de fer, les pâtes et papiers) représentent une production annuelle s'évaluant à environ \$2½ milliards et constituent la pierre angulaire de nos exportations vers les États-Unis et l'Europe.

Par ailleurs, l'industrie secondaire du Québec est essentiellement orientée vers les produits de consommation et s'est traditionnellement distinguée dans la production de biens non-durables comme les textiles, l'habillement, l'alimentation, les boissons, le tabac, le caoutchouc, le cuir, ainsi que les produits pétroliers et chimiques. Tout cet éventail de produits constitue la base de nos échanges avec le reste du Canada et, plus particulièrement, avec l'Ontario, qui, en retour, assure la majeure partie de nos besoins en biens de consommation durables et en biens d'équipement. Au fil des années, l'axe industriel du Canada fut ainsi le témoin d'un important mouvement de spécialisation. Au cours des dernières années, pourtant, notre modeste embryon d'industrie lourde s'est considérablement développé. Les usines de montage d'automobiles à Sainte-Thérèse et à Saint-Bruno ainsi que les installations de laminage à Contrecoeur font maintenant corps avec l'ensemble industriel du Québec. Par conséquent, les produits sidérurgiques, les matériaux de construction, les appareillages et équipement électriques, les automobiles, les avions, l'équipement ferroviaire ainsi que la construction navale constituent à l'heure actuelle une tranche importante de notre production industrielle. Notons que, si l'on se réfère à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, la production des biens durables et des biens non-durables au Québec se situe actuellement dans le rapport de deux à trois. En ce qui concerne l'industrie manufacturière dans son ensemble — qui a porté la valeur de ses expéditions annuelles au delà de \$10 milliards — près de la moitié de ses marchés se trouve en dehors de nos

« frontières », principalement dans les autres provinces canadiennes.

À l'instar d'autres pays industrialisés dont l'économie a atteint l'âge adulte, c'est l'industrie tertiaire, englobant notamment des services tels que les transports, les télécommunications, le commerce, l'éducation et les arts, qui a enregistré la plus remarquable expansion. La mutation des structures industrielles a été accompagnée d'une croissance rapide des agglomérations urbaines — particulièrement dans la métropole montréalaise — et d'une désertion correspondante de nos régions rurales.

Nos importants programmes de développement des richesses naturelles et nos grands projets d'industrialisation ont été mis en œuvre à l'aide des capitaux extérieurs. Le Canada anglais et les États-Unis ont été les sources les plus importantes de capitaux, d'initiative industrielle et d'innovations techniques, tout en assurant la gestion et les marchés. L'Europe y a sans doute joué son rôle, mais sa part fut bien moindre. D'une façon générale, l'initiative et le contrôle industriels au Québec ont échappé à la majorité francophone. Pourtant, à quelques exceptions près, nous avons tous ici un égal accès à la participation et aux fruits des entreprises par le truchement du capital-actions des sociétés établies dans la Province.

La disponibilité de capitaux extérieurs, notre climat accueillant pour les investissements, l'ampleur de nos programmes d'industrialisation, notre croissance démographique rapide, notre aspiration à un niveau de vie plus élevé et à des services publics modernes, ont engagé le Québec à compter dans une large mesure sur l'épargne des autres — du peuple américain et du reste du Canada — pour asseoir son économie. Les entrées de capitaux au Québec, sous forme d'investissements directs dans des entreprises, d'achats de titres de nos sociétés, ou d'obligations de notre gouvernement provincial et de nos municipalités, etc. — de l'ordre de \$500 millions par an — étaient dans une large mesure le niveau de notre activité économique et, de ce fait, notre niveau de vie.

La croissance économique du Québec a suivi, au cours des cent dernières années, le même rythme que l'ensemble du Canada et l'écart de revenu, qui avait existé au départ entre notre Province et l'Ontario, ne s'est pas réduit de façon sensible. L'on peut examiner ce phénomène sous des angles variés. Une analyse de nos régions économiques révélerait par exemple que seule une partie de notre Province se compare dans sa structure industrielle à l'opulent Ontario, alors que le reste se rapproche bien davantage des régions défavorisées des Maritimes. On

peut également faire valoir que l'Ontario est devenu — en raison de sa situation géographique, de ses ressources et de son personnel qualifié — le point de mire de l'industrie lourde à forte intensité de capital et à haute productivité payant des salaires élevés, alors que nous avons plutôt recueilli des industries légères à forte proportion de main-d'œuvre. L'examen du facteur humain de la production nous apprend que le taux de participation à la main-d'œuvre, notamment chez les femmes, a traditionnellement été inférieur ici à l'Ontario et que le chômage est demeuré un problème plus difficile à résoudre dans nos régions rurales. De plus, notre production et l'emploi affichent des fluctuations saisonnières plus prononcées, et notre niveau d'instruction est demeuré en-deçà de celui de notre voisin de l'ouest.

Face aux perspectives d'avenir, nous examinerons tout d'abord le potentiel de croissance de l'économie québécoise. En dépit d'un taux de natalité en baisse constante depuis une décennie, la pyramide actuelle des âges — dénotant une forte représentation de jeunes — assurera au bas mot une croissance démographique modérée dans les années à venir. La main-d'œuvre du Québec devrait croître d'environ 3% par an au cours de la prochaine décennie, tandis que l'emploi dans le secteur non-agricole pourra même progresser à un rythme plus rapide si le système productif absorbe les ressources humaines actuellement en état de chômage ou de sous-emploi. Ajoutons que les conditions sous-jacentes à l'amélioration de la productivité se révèlent tout aussi favorables. Nos trois échelles de gouvernement ont consacré des sommes d'argent considérables au cours de la présente décennie à l'expansion et à la modernisation de l'infrastructure du Québec, c'est-à-dire nos routes, notre réseau de transport par rail, par eau et par air, nos moyens de transport urbains, notre capacité hydroélectrique, nos écoles et universités et une série d'autres services publics. En outre, le niveau de l'instruction et de la qualification technique ont commencé à se relever rapidement sous l'impulsion de profondes réformes, tandis que de nouvelles politiques de la main-d'œuvre laissent entrevoir des promesses d'amélioration dans la mobilité des travailleurs et dans la formation technique. En fonction même des tendances encourageantes dans le domaine de la main-d'œuvre et de la productivité, le Produit Provincial Brut — c'est-à-dire le flux des dépenses et des revenus — qui s'approche actuellement de \$16 milliards, devrait être en mesure d'afficher un taux de croissance ; en termes réels, supérieur à 5% par an au cours des dix prochaines années.

Parmi les principales questions qui se posent à l'horizon économique du Québec, mentionnons celles de l'accès aux capitaux et de l'orientation que devrait

Suite à la page 30

ACCÈS DE FAIBLESSE DU DOLLAR CANADIEN

par H. MHUN

À l'automne dernier, le dollar canadien était si ferme que certains experts se demandaient alors s'il ne fallait pas le réévaluer. Son cours, sur le marché des changes, était très proche du niveau maximum qu'il peut atteindre, soit 1% au-dessus de sa parité fixe qui est de 92.5 cents américains. C'était l'heureuse époque où les nombreux touristes étrangers dépensaient leur argent à l'Expo, les milliers de visiteurs des États-Unis en particulier.

Puis, soudain, le dollar canadien est pris d'un accès de faiblesse tel, que pour éviter d'avoir à le dévaluer des mesures d'urgence ont dû être prises par les autorités monétaires. Selon le scénario classique dans de telles circonstances, la Banque du Canada a porté son taux d'escompte à 7% pour attirer les capitaux flottants en quête d'un rendement élevé et contrecarrer ainsi l'exode de dollars. La banque centrale, au cours des semaines précédentes, avait dû vendre pour 350 millions de dollars américains pour soutenir notre monnaie qui faiblissait. Et le gouverneur de la Banque du Canada est intervenu auprès des banques à charte, leur demandant de ne pas faciliter des transferts anormaux de fonds vers l'étranger par des filiales canadiennes de sociétés étrangères (mesure qui concernait surtout les sociétés américaines). Enfin, coiffant le tout, les déclarations habituelles qui se veulent rassurantes ne manquaient pas : le Premier Ministre M. Pearson soulignait les importants moyens de défense du dollar canadien, le ministre des Finances, M. Sharp, déclarait que celui-ci serait maintenu à sa parité actuelle et la Trésorerie de Washington invitait les firmes américaines à modérer leurs rapatriements de fonds.

Comment en est-on arrivé là ? Traditionnellement, en fin d'année, les facteurs saisonniers sont défavorables au dollar canadien : les exportations sont moins fortes, les touristes américains sont peu nombreux au Canada, mais en revanche nombreux sont les touristes canadiens en Floride et dans les Antilles. Enfin, c'est l'époque où les filiales canadiennes de sociétés américaines transfèrent aux États-Unis une partie de leurs bénéfices, sous forme de dividendes notamment. Tous ces facteurs sous-jacents expliquent bien la faiblesse habituelle du dollar canadien à cette époque de l'année, mais ils ne rendent pas compte de sa chute sévère des derniers temps.

Quelles en sont les causes ? Il est certain que la dévaluation de la livre sterling et la spéculation contre le dollar américain qui l'a suivie, se sont répercutées sur la monnaie canadienne. Le dollar et la livre sont en effet les deux devises auxquelles le dollar canadien est le plus étroitement lié, en raison des im-

portantes relations commerciales et financières du Canada avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. On disait alors, en Europe, dans les milieux financiers, que le dollar canadien en subirait le contre-coup. Il est donc possible qu'une certaine spéculation contre le dollar canadien ait eu lieu depuis novembre. En tout cas, la monnaie canadienne a commencé de faiblir dès cette époque.



Tours de fractionnement de l'usine chimique de Shell Canada Ltd. à Montréal-Est.

Mais c'est vers le programme d'austérité du président Johnson qu'il faut se tourner pour trouver la principale explication de son accès de faiblesse. On sait que ce programme a suscité des craintes au Canada, non seulement au sujet du ralentissement possible des investissements américains, mais quant au rapatriement éventuel de fonds détenus par des filiales canadiennes de sociétés américaines. Ces craintes étaient fondées, puisqu'effectivement certaines de ces filiales ont procédé à des rapatriements de bénéfices d'une ampleur inhabituelle, de l'aveu même du Trésor à Washington. Ces transferts d'un volume exceptionnel, conjugués avec une certaine spéculation, ont certainement contribué largement à la faiblesse du dollar canadien. Ajoutons que la controverse sur l'opportunité de revenir au dollar flottant, ranimée récemment, n'a pas arrangé les choses.

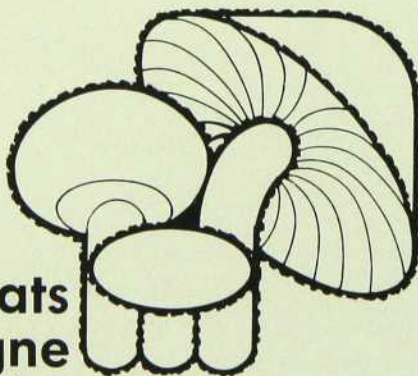
Maintenant que l'alerte est passée et que les mesures d'urgence ont évité la crise monétaire, on se demande naturellement où va le dollar canadien. Sur le marché des changes, il est remonté presque à sa parité fixe officielle de 92.5 cents américains. Et l'on sait qu'il est autorisé à fluctuer jusqu'à 1% en-dessous de celle-ci. Il est probable qu'il va demeurer instable pendant quelque temps encore. Il faut faire la preuve que les mesures de défense sont efficaces et il faut décourager la spéculation. Bref, il faut rétablir la confiance dans le dollar canadien.

Le Canada dispose du reste de moyens solides pour soutenir sa monnaie. Ses réserves d'or et de dollars américains, y compris sa position créditrice auprès du Fonds monétaire international, dépassaient \$2,5 milliards au 31 décembre. Si l'on y ajoute les tirages automatiques ou conditionnels auprès du Fonds, le Canada pourrait utiliser près de \$4 milliards pour défendre sa monnaie : c'est une marge de sécurité fort convenable. La hausse du taux d'escompte de la Banque du Canada, nécessaire en l'occurrence, ainsi que les restrictions de crédit des banques à charte pour les transferts de fonds à l'étranger agiront de leur côté comme un frein sur les sorties de capital. Il est important, toutefois, que le taux d'escompte soit ramené de 7 à 6% dès que le dollar canadien sera stabilisé. C'est du reste ce qu'a laissé entendre M. Sharp. L'argent est déjà très cher et la majoration du taux de la Banque du Canada, si elle était maintenue plus de 2 ou 3 mois, risquerait d'ac-

croître encore davantage les taux d'intérêt, accentuerait la politique déflationniste actuelle et contribuerait à freiner l'expansion de l'économie.

Cela dit, il n'est pas sûr que nous ayons assisté à l'épilogue de l'aventure des dernières semaines. S'il est une pièce à rebondissements, c'est bien celle des monnaies. Aucune n'est à l'abri d'un accès de faiblesse, en particulier le dollar canadien dont la tenue est très influencée par la politique économique et financière des États-Unis. D'autant que l'année s'annonce difficile : l'économie occidentale est à l'heure de l'austérité, la conjoncture canadienne n'est pas forte, la situation politique intérieure n'est pas sereine et le déficit de la balance des paiements, qui s'était beaucoup amélioré en 1967 avec l'Expo, augmentera cette année.

Les vicissitudes du dollar canadien et, d'une façon plus générale, l'extrême sensibilité de l'économie canadienne à celle de notre puissant voisin, souligne la nécessité — sinon d'une coordination assez illusoire —, du moins d'une meilleure information des politiques de Washington et de leurs objectifs. À cet égard le gouvernement canadien pourrait être plus exigeant. Certes, il existe déjà des organismes canado-américains créés dans ce but, la commission économique interministérielle par exemple. Mais le petit drame des dernières semaines montre sans ambiguïté que la liaison et la coopération devraient être améliorées.



Certificats d'épargne cumulative

c'est un plan qui vous aidera
à accroître votre épargne



BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE

LA CONJONCTURE EN FRANCE

D'après l'I.N.S.E.E.

Les industriels français constatent maintenant une légère augmentation de la production mais leurs perspectives restent prudentes. C'est ce qui ressort des résultats de l'enquête de conjoncture menée au mois de décembre par l'I.N.S.E.E.

L'opinion des chefs d'entreprise sur la tendance récente de leur production a peu varié depuis la rentrée mais, estiment les experts officiels, l'amélioration de leurs réponses à l'enquête du mois dernier montre qu'ils constatent une certaine augmentation de la production. En fait, les industriels sont à peine plus nombreux à s'attendre à une augmentation de la production française dans son ensemble qu'à une diminution.

Les stocks se sont légèrement dégonflés. Ils restent cependant nettement supérieurs à la normale. En outre, les carnets de commandes qui, dans l'en-

semble, restent au même niveau depuis six mois, sont toujours très peu garnis. Quant aux industriels qui ne tiennent pas de carnets de commandes, ils trouvent la demande peu active.

Prix : Revirement de la tendance

En ce qui concerne les prix, l'I.N.S.E.E. a remarqué un revirement de la tendance qui avait prévalu depuis le printemps dernier.

Les chefs d'entreprise étaient, en décembre, un peu moins nombreux à s'attendre à une augmentation de prix.

Ce revirement de tendance a d'ailleurs été, déclare-t-on, une surprise pour les enquêteurs, mais semble révéler que les industriels sont maintenant certains des avantages que leur apportera la taxe sur la valeur ajoutée.



« Le Passage Bonaventure » à Montréal, conduit directement promeneurs et acheteurs aux boutiques des Galeries Bonaventure.

Analyses par secteurs

Analysant la situation et les perspectives de la conjoncture industrielle par secteurs, les experts de l'I.N.S.E.E. notent :

— Industries produisant des biens d'équipement : les industriels s'attendent à ce que l'augmentation de leur production, tout en se poursuivant, soit un peu plus modérée. L'augmentation de la production, qui était assez lente, s'est accélérée au cours du mois de décembre. Les stocks, sans grand changement depuis la rentrée, restent un peu supérieurs à la normale tandis que les carnets de commandes lui sont légèrement inférieurs;

— Industries produisant des biens de consommation : les industriels restent prudents. Leurs perspectives sont un peu moins favorables que le mois dernier et correspondent à une hausse très faible de la production. En ce qui concerne la tendance récente de leur production, l'opinion des industriels s'est encore améliorée, la baisse de leur production semblant avoir cessé. Les stocks ont peu varié depuis la rentrée; tout en restant supérieurs à la normale, ils sont nettement moins élevés qu'avant les vacances. Les carnets de commandes sont encore peu garnis.

— Industriels produisant des biens intermédiaires : d'après les chefs d'entreprise, au cours des prochains mois, la production ne devrait pas augmenter plus vite qu'actuellement, c'est-à-dire à une allure très modérée. Les stocks ont cessé de se gonfler mais restent à un niveau relativement élevé. Les carnets de commandes ont continué de se réduire et sont maintenant jugés très peu garnis. La demande reçue par les industriels qui ne tiennent pas de carnets de commandes s'est détériorée et est jugée très peu active.

D'après le C.N.P.F.

La situation économique est « complexe et chargée d'incertitudes », note dans son analyse de conjoncture, la revue *Patronat Français*, organe du C. N.P.F. Cette situation est, en effet, marquée par une « légère reprise de la consommation et un redressement des exportations » mais aussi par une « stagnation des investissements privés et du bâtiment », ainsi que par « un affaiblissement du soutien apporté à l'économie par les investissements d'État ».

Pour l'avenir, *Patronat Français* fait ressortir la « grande perplexité » des industriels et des commerçants.

Selon le C.N.P.F., les plus récents renseignements disponibles, à savoir la reprise des intentions de

commandes des commerçants, le léger développement des ventes au détail dans les grands magasins depuis septembre, la meilleure orientation de la demande extérieure, la reprise allemande et l'amélioration constatée dans d'autres pays européens, permettent d'escompter à très court terme (deux ou trois mois) une poursuite de l'expansion au moins au rythme modéré de l'automne.

« Mais deux éléments, note-t-il, rendent délicate toute prévision à terme plus ou moins éloigné. D'abord, quel sera le poids du nouveau régime de la T.V.A.? D'autre part, quelles seront les conséquences des dévaluations des monnaies intervenues à la mi-novembre ?

« L'économie française, conclut la revue, déjà désavantagée par les charges qu'elle supporte, plus élevées que celles des économies concurrentes, doit faire face à de nouveaux risques qui pourraient entraîner un freinage de la timide reprise actuelle. Quant aux dévaluations et aux mouvements de capitaux, qui les ont précédées et accompagnées, ils n'influeront pas seulement sur la compétitivité des pays ayant dévalué, mais aussi sur les marchés internationaux des capitaux, les taux d'intérêt et la politique économique des pays à balance des paiements déficitaire. Le retour à l'expansion, qui s'amorçait à l'automne en Europe, risque d'en être contrarié. »

Dans son examen de la situation des différents secteurs, le C.N.P.F. note que « les tendances divergentes se traduisent par une croissance modérée de la production industrielle prise dans son ensemble, mais la progression en un an (3,1% d'octobre à octobre) apparaît faible comparée aux taux d'avant 1963 et même de la période de reprise de 1965-1966 (6 à 7% par an).

« À ce redressement faible, mais quasi général, deux secteurs font exception : l'énergie et le textile. Pour l'énergie, on ne note pas de dégradation particulière du côté du charbon, mais la demande de produits pétroliers a peu augmenté après la poussée due aux événements du Moyen-Orient, et surtout la croissance de la consommation d'électricité s'avère particulièrement faible (2,8% de novembre à novembre).

« Quant aux industries textiles, elles souffrent à la fois du faible développement de la demande intérieure, de la réserve des commerçants et d'une évolution nettement défavorable du commerce extérieur. S'il y a, dans l'ensemble, arrêt de la dégradation, on ne note pas de reprise, et la production accuse en un an, d'octobre à octobre, un recul de 7%, avec une évolution très mauvaise pour les textiles artificiels, mauvaise pour la laine, et un peu plus favorable pour le coton et la bonneterie. »

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

L'assemblée générale annuelle de notre Chambre a eu lieu le 8 février, alors que la Revue était sous presse. Le compte-rendu des délibérations, ainsi que des discours du président et de MM. Labadie et Armengaud, seront publiés dans notre prochaine Revue.

M. Louis Jalabert, vice-président, a succédé à M. Pierre Salbaing comme président de la Chambre. MM. Martin Forest et Jean-Loup Dherse ont été nommés vice-présidents, M. Guy Chabot, trésorier et M. Frédéric Dreville, secrétaire. Les nouveaux conseillers sont MM. René Chouteau, Jacques Douillet, Henry Mhun, Paul Normandeau, Maurice Sodoyer et Marcel Théoret. Nos lecteurs trouveront à la page 32 la composition complète du nouveau conseil.

A l'unanimité, M. Bernard Leclerc, notre ancien président, a été nommé membre d'honneur de la Chambre de Commerce Française au Canada.

Notre nouveau président, M. Jalabert, a été très actif à la Chambre ces dernières années, notamment à la tête du comité de recrutement des membres. Né à Marseille en 1924, ancien élève de l'École Libre des Sciences Politiques de Paris, il a fait toute sa carrière à la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, devenue récemment la Banque Nationale de Paris. Successivement stagiaire, inspecteur des sièges du Moyen-Orient, puis directeur de la Succursale d'Alger, il est depuis 1962 vice-président et directeur général de la Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, filiale de la B.N.P. à Montréal.

M. Jalabert est conseiller du Commerce extérieur de France et chevalier de l'Ordre de l'Économie

Nationale. Il est administrateur de Peugeot Canada, Cégélec Industrie, Mokta Canada, Cipel et le Carbone Canada, Télémécanique Canada, Engrais du Saint-Laurent et William Houde Ltée.



M. Louis Jalabert,
notre nouveau président.

PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN, PHILLIPS & ROTHMAN

AVOCATS et PROCUREURS

Hon. Lazarus Phillips, O.B.E., C.R., LL.D.	Philip F. Vineberg, C.R.	David Goodman, C.R.	Neil F. Phillips, C.R.
James A. Soden	Melvin L. Rothman	Jean L'Anglais, C.R.	Ivan E. Phillips
Mitchell Klein	Daniel S. Miller	Alan Z. Golden	Douglas C. Robertson

Louis M. Bloomfield, C.R., LL.D. — Conseil

MONTRÉAL : 1, Place Ville-Marie, Suite 930, Montréal 2, Qué. Tél. : 866-8541 - Cables : "Obsjac"
PARIS : 3, rue Scribe, Paris 9, France — Tél. : 76-01 - Cables : "Parobsjac"

PLUS QUE CENTENAIRE EN FRANCE,

LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La seule Banque de Dépôts Française aux États-Unis

vous offre dans ses deux succursales de New York

- **Succursale Principale : 66 Wall Street, New York 10005 - 269-4600**
- **Rockefeller Center : 15 West 50th Street, New York 10020 - 581-9630**

un service bancaire complet et notamment :

Transferts de fonds aux États-Unis et à l'étranger ;

Chèques de voyage, comptes de chèques, comptes d'épargne, etc.

LES MANIFESTATIONS DE LA CHAMBRE

Cocktail à l'occasion du départ de M. Jacques Devinat

La Chambre a offert le 3 janvier, à l'hôtel Ritz Carlton, un cocktail à l'occasion du départ de M. Jacques Devinat, conseiller commercial et financier près l'ambassade de France. Accompagné de son épouse et entouré des invités de la Chambre, dont MM. Louis de Laigue et Labadie, M. Devinat a souligné les progrès des échanges franco-canadiens et exprimé sa confiance dans leurs perspectives de développement. M. Gérard Parizeau, notre vice-président, a fait une brève allocution que nous publions ci-dessous.

Allocution de M. Gérard Parizeau

Notre Président, Monsieur Salbaing, et notre Vice-Président, Monsieur Jalabert, sont en Europe en ce moment. En leur absence, on m'a demandé de vous exprimer nos vœux et de vous dire que les Français et les Canadiens de Montréal regrettent votre départ. Je le fais avec le plus grand plaisir, tant j'ai été mêlé depuis plusieurs années à la vie de cette Chambre, avec laquelle vous avez collaboré si étroitement pendant votre séjour au Canada.

Vous quittez notre pays à un moment bien important. Jamais il n'y a eu un tel bouillonnement des esprits, une telle inquiétude devant la question politique, mais aussi un pareil intérêt porté à l'avenir, un pareil éveil aux choses de l'esprit et aux problèmes de l'économie. Nous avons un immense pays, qui est travaillé par les influences les plus diverses : influences américaines, influences anglaises, influences françaises, qui ne sont pas les moins actives et les moins intéressantes en ce moment. Tout cela se heurte et parfois s'oppose sourdement ou ouvertement. Mais malgré les différences de climat, d'origine, de langue et de religion, un grand pays s'est constitué depuis un siècle. Il y règne une atmosphère extrêmement curieuse, un désir de faire grand, de créer une société nouvelle, un milieu économique vivant, audacieux, désireux d'agir avec la collaboration de l'étranger, même s'il a, parfois, des sursauts devant l'envahissement de certaines avenues. Mais en France et partout en Europe, n'y a-t-il pas des réactions dans ce sens, assez vives pour indiquer une inquiétude chez ceux qui ont la responsabilité de l'avenir ? Au Canada, comme ailleurs, on demande à l'étranger une collaboration et non un écrasement. C'est cela sans doute que vous avez constaté aussi bien chez les francophones que chez les anglophones. Vous avez compris aussi que si la jeune génération veut collaborer avec l'étranger, elle désire travailler avec lui, mais non uniquement pour lui.

Vous avez constaté tout cela, sans doute, depuis votre arrivée. Vous avez aussi assisté dans Québec à ce que l'on a appelé la révolution tranquille. On a voulu agir très rapidement pour rattraper le temps perdu, trop rapidement pensent certains. Quoi qu'il en soit, des choses extraordinaires ont été faites dans

l'ensemble du Canada. Dans Québec, en particulier, on est allé très vite dans l'expansion de l'économie, dans les travaux publics, dans la réforme de l'instruction, dans l'évolution de la pensée religieuse même, à la faveur du dernier Concile, dans les arts et dans les lettres. On a ainsi créé un milieu inquiet, revendicateur, exaspérant pour certains, mais très vivant, dont l'effervescence et la fécondité se sont manifestées surtout à l'occasion de l'exposition internationale. Le monde entier y est venu, un peu sceptique d'abord, puis étonné et enchanté, je crois, de tout ce qu'il a vu, de l'esprit qui y régnait, de l'organisation matérielle et de l'administration assez remarquable qu'on y avait mise sur pied. Tout cela est le résultat d'une curiosité générale, d'une maturité intellectuelle certaine, aussi bien que d'énormes moyens d'action et d'une entente entre des éléments bien différents dont on ne soupçonnait même pas la possibilité. Ainsi s'est révélé un magnifique esprit d'équipe.

De votre côté, pendant toutes ces années, vous avez employé votre influence et votre intelligence à faire réussir les initiatives prises individuellement ou en commun par le Canada et par la France.

Je tiens à rappeler ici le succès de certaines missions venues au Canada ou qui se sont rendues en France, comme la mission Baumgartner, la mission Drury et la mission Calvet. Leur succès a indiqué à la fois votre maîtrise et l'intérêt porté à l'économie de nos deux pays. Je pense qu'il faut noter également les remarquables progrès accomplis dans les échanges entre le Canada et la France depuis six ans. À cela, non plus, vous n'avez pas été étranger. Pas plus d'ailleurs qu'à ces octrois répétés que la Chambre a reçus de votre gouvernement et qui lui ont permis de remplir sa fonction.

En quittant notre pays, Monsieur, vous laissez le souvenir d'un excellent serviteur de la France et de la cause franco-canadienne. Au nom de la Chambre de Commerce Française de Montréal, je vous en félicite et je vous remercie de vos multiples interventions. Je tiens aussi, en terminant, à mentionner l'esprit de collaboration qui, grâce à vous, a régné dans nos relations avec vos services. Il y a là, je pense, un exemple à citer.

A Montréal comme à Marseille
il y a deux vrais instants de détente
MIDI, 7 HEURES... L'HEURE DU

BERGER



Le BERGER BLANC
est apprécié par
tous les connaisseurs
pour la finesse de
son goût anisé.

Le BERGER 45,
pastis jaune
comme le soleil,
riche de joie et frais
comme le ciel
de la Provence...

G. B. PUBLICITÉ

Mettez dans votre verre la quantité de BERGER désirée, versez-y
lentement de l'eau fraîche (1 volume de BERGER et 5 volumes
d'eau), puis dégustez, savourez, réglez-vous...

Produits **BERGER** *donc produits de qualité.*

Nouveau dans le Québec. Disponible dans tous les magasins de la Régie des Alcools du Québec.

213 H (Anis): \$6.95 — 213 I (Pastis de Marseille): \$6.95

AMITIÉ
FRANCE

QUÉBEC

BCN = plus de 620 bu-
reaux au Canada, une
importante filiale à Paris
et des correspondants
partout dans le monde.

FILIALE À PARIS
37, rue de Caumartin
Paris (9e)
Tél. 073-44 21

SIÈGE SOCIAL
Place d'Armes
Montréal
Tél. 845-4161

 Banque
Canadienne
Nationale

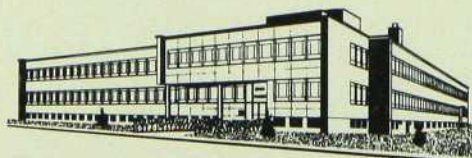
la banque qui a le souci de satisfaire sa clientèle



hommages de

POULENC LTÉE

FABRICANTS DE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES



8580 ESPLANADE, MONTRÉAL II

LE PLAN FRANÇAIS DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Les mesures de soutien prises récemment par le Conseil des ministres à Paris, traduisent un effort non négligeable en faveur de l'économie. Elles constituent un choix équilibré entre les dispositions visant à accélérer l'investissement, d'une part, et la consommation, de l'autre, encore que M. Debré estime qu'un léger avantage est donné à la consommation. À ce propos, on ne peut s'empêcher de constater que le ministre de l'Économie et des Finances engage en quelque sorte un pari sur l'incidence des mesures destinées à favoriser la consommation. Depuis plusieurs mois, en effet, on assiste à la constitution d'une « épargne de précaution ». Rien ne dit que le milliard dégagé par le biais des allègements fiscaux ira totalement sur le marché de la consommation.

On doit souligner également que tout le plan de relance sera éventuellement révisé avant l'été. Ces mesures ont été prises en partie du moins, pour pallier éventuellement les conséquences du plan Johnson et du plan d'austérité britannique.

M. Debré compte donc obtenir des partenaires européens de la France une coordination des politiques conjoncturelles destinée à faire face au « vent de déflation » venu des pays anglo-saxons. Cependant, le ministre de l'Économie et des Finances ne l'a pas caché : si une telle coordination ne pouvait être réalisée, la France n'hésiterait pas à prendre, dans le cadre national, les mesures qui paraîtraient s'imposer.

Cela dit, la publication brusquée de ce plan de soutien a causé quelque surprise. Il est bien vrai que, depuis la mi-décembre, M. Debré et ses collaborateurs préparaient les mesures en question. Mais on peut avancer, sans risque, que c'est au cours de l'entretien entre le général de Gaulle et M. Debré, que la décision fut prise de lancer ce plan sans plus attendre. Cette hâte peut s'expliquer par la conjoncture économique elle-même, mais il fait peu de doutes que la décision de M. Giscard d'Estaing d'annoncer, son propre plan de « politique économique active » a incité le gouvernement à brusquer les choses. Ne dit-on pas que M. Giscard d'Estaing, ayant lui-même appris les intentions gouvernementales, avait voulu gagner de vitesse le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des mesures contenues dans ce plan de soutien économique seront définitivement mises au point au cours d'un Conseil interministériel qui se tiendra sous la présidence du général de Gaulle. En ce qui concerne les dispositions relatives à la construction (dont nous faisons état ci-dessous) et qui constituent en fait le « plan Ortoli » annoncé par M. Pompidou lors de son

entretien télévisé, elles feront l'objet d'un comité interministériel spécial.

L'allègement de l'impôt sur le revenu devra, bien entendu, être soumis au Parlement. M. Debré déposera donc un collectif budgétaire lors de la prochaine session parlementaire.

LE DÉTAIL DES MESURES

Allègements fiscaux

- Abattement de 15% sur le montant du premier tiers provisionnel. Cet abattement sera définitif pour les contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 55.000 F. Pour les contribuables imposés au-delà de ce chiffre (300.000 environ sur 9 millions), l'abattement aura le caractère d'une « avance de trésorerie » et viendra s'ajouter au solde de l'impôt sur le revenu dont ils sont redevables.

Il en résultera 800 millions de francs de moins-value fiscale (soit 560 millions de F à titre définitif et 240 millions de F représentant l'avance de trésorerie).

- Déductibilité complète, au titre de la T.V.A., de certains biens d'investissements (véhicules utilitaires, immeubles commerciaux) à dater du 1er janvier 1968. La déductibilité devait se faire en deux temps : en 1967. (lorsque la décision a été prise) et en 1969. C'est cette deuxième étape qui a été avancée.

- Réduction de la taxe de circulation sur les viandes ramenée de 0,25 F à 0,15 F par kilo.

Coût total de ces mesures fiscales : 1.670 millions de F.

Mesures en faveur des investissements

Ces mesures sont soit de caractère d'ordre général, soit de caractère particulier.

Les premières sont au nombre de trois :

- Pas d'emprunt d'État avant l'été, ce qui devrait permettre un accès plus facile du marché financier aux entreprises privées.

- Limitation des emprunts obligataires des entreprises nationales, sans que cela entraîne une diminution de leurs investissements.

- Suppression de la quatrième signature pour les effets éligibles au crédit à moyen terme. Cette mesure intéresse, a précisé M. Debré, aussi bien le crédit industriel qu'agricole et devrait amener une

réduction de « quelques dixièmes de point » du coût du crédit.

Les mesures à caractère particulier concernent :

- Une dotation supplémentaire de 250 millions de F attribuée au F.D.E.S. pour l'ouverture de prêts destinés à faciliter la création d'emplois dans les zones de rénovation industrielle et agricole (Nord, Est, Bretagne, bassin de la Loire).

- Une dotation de 150 millions de F à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales afin qu'elles puissent réaliser plus rapidement les investissements « programmés » (c'est-à-dire prévus par le Plan).

Ces deux mesures seront reconduites en 1969.

Construction

L'effort aura à la fois un caractère budgétaire (financement de 10.000 H.L.M. dont la répartition en H.L.M. locatifs et l'accession à la propriété, ainsi que la répartition régionale se feront « en fonction de la conjoncture ») et un caractère monétaire par l'intermédiaire du Crédit Foncier de France et de la Caisse des Dépôts.

Une série d'autres mesures sera présentée par M. Ortoli à un comité interministériel. Ces mesures seraient les suivantes :

- Création d'habitations à loyer réduit, inférieur aux H.L.M.
- Réserve des H.M.L. aux personnes à revenus modestes.
- Relogement des locataires de H.L.M. à revenus supérieurs dans des immeubles dits à loyers normaux (I.L.N.) dont la construction doit être accélérée.
- Suppression des goulets d'étranglement bancaires dans l'octroi des crédits.
- Maintien du rythme de construction actuel.

Mesures à caractère social

- Anticipation au 1er février de la revalorisation des allocations familiales primitivement prévue pour le 1er août. Cette revalorisation sera de l'ordre de 4,5%, mais la question de savoir si elle sera uniforme ou si l'augmentation sera différente selon les divers types d'allocations est au nombre de celles qui doivent être tranchées sous peu.

- Anticipation également au 1er février de la majoration des avantages vieillesse pour le 1er octo-

bre : le montant minimum des ressources allouées aux personnes âgées passe ainsi de 2.300 F par an à 2.400 F.

(Coût de ces deux mesures : 470 millions de francs).

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

DE M. DEBRÉ

Après avoir rappelé le cadre dans lequel se situait l'action du gouvernement (reprise intérieure « modérée », inquiétudes nées des politiques anglo-saxonnes), M. Debré a indiqué, au cours de sa conférence de presse, qu'il s'était fixé deux objectifs :

- Tout faire pour que le taux de croissance de l'économie française atteigne, en 1968, le taux de 5% prévu par le Plan. Le ministre a souligné, à cette occasion, que l'expansion permettrait de résorber le chômage.

- En raison des inévitables conséquences indirectes des mesures arrêtées ou envisagées par les gouvernements anglais et américain, coordonner avec nos partenaires du Marché commun la politique conjoncturelle.

Mais l'effort nécessaire de l'État, a poursuivi M. Debré, ne pouvait s'exercer qu'après un triple choix :

- Entre les investissements et la consommation : le partage fait marquer peut-être, a dit le ministre, un « léger avantage » en faveur de la consommation.

Le problème des investissements, a déclaré M. Debré, ne paraît pas présenter autant d'importance, parce que lesdits investissements se sont développés et que le nombre élevé des demandeurs d'emploi traduit l'existence de capacités de production inemployées.

- Entre une action conjoncturelle et une action permanente : les mesures prises ont un caractère conjoncturel. Pour l'essentiel, elles n'auront pas d'influence sur 1969, tant au point de vue budgétaire que fiscal.

- Entre les procédés : augmentation des dépenses, diminution des recettes, ouverture de crédits.

L'accent a été mis, a souligné M. Debré, à la fois sur une réduction de la fiscalité et sur l'augmentation des crédits, les dispositions à caractère budgétaire sont secondaires au point de vue de l'importance des dépenses.

LES ACTIVITÉS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

News from Toronto

January Luncheon

The first luncheon of our new fiscal year has been held January 17th, 1968 at the Sheraton King Edward Hotel as usual (mezzanine floor). Our new luncheon policy worked very well on November 15th, so it will be applied from now on...

Our new Consul General, Mademoiselle Marcelle CAMPANA, has graciously accepted to address our members at this luncheon. During her first four months in Toronto, she has made a number of friends and we hope she now feels at home in Ourtown. The cold weather we are enjoying these days should remind her of Oslo, Norway, where she spent the last few years. We are looking forward to meet her again.

New Members

We would like to welcome the following new members and trust they will enjoy our various functions. We also hope they will establish good contacts through their association with our individual and corporate members.

Sponsored by:

Desmond COMAT	L.R. L'Allier
Michael GORDON	L. Katz
William Henry GILES, Barr. & Soll.	
Pres. Tor. French School	L. Katz
Al. GODFREY, Trophy Co. Ltd.	L. Katz
A.J. JESSO, Executive, Builders Supply & Land Development	D. Comat
Roger LEPLINGARD, Mercantile & General Re-insurance	L.R. L'Allier
D.R. LONGSTAFFE, Renfrew Electric Co. Ltd.	L. Katz
Alfred PALMER, Toronto Hydro Electric System	L. Katz
Stephen R.S. SOBOT, Sobot Gallery Ltd.	L. Katz

February Luncheon

On February 21st, our guest speaker will be Mr. Peter Kingsmill, P.Eng., of the Research Dept. of Merryll, Lynch, Pierce, Fenner & Smith. He will give us an "Economic Outlook for 1968" with possible implications of European economic policies in North America. Note this date on your calendar.

Annual Christmas Cocktail Party

This party was held on December 15th in the John Hamilton Building Salons. Close to 150 members and guests attended. Their wives enjoyed the cheese and wine tasting party as much as the hors-d'œuvre and cocktails as the party lasted until midnight. It was held under the patronage of our new Consul General, Mademoiselle Marcelle Campana. His Worship, the Mayor of Toronto and Mrs Dennison were among the guests as well as the Belgian Trade Commissioner and Madame Bragadir, and the Federal Republic of Germany Trade Commissioner, Mr. H. Scheither. M. Pierre Labadie, formerly French Trade Commissioner in Toronto and now transferred to Montreal, unfortunately could not be with us. However, he was represented by his assistant, M. Bernard Charvet who was also recently transferred from Toronto to Montreal. M. & Madame R. Lambert represented the Toronto office.

Our immediate past President and new Honorary President, Henri Hulot, was honoured by our new President, Leon Katz. After thanking Henri for all he has done since 1929 and giving him the title of Dean of the Chamber in Toronto (he is the last of the founding members of this chapter), he presented him with an original etching by the well-known French-Canadian artist, R.P. Riopelle.

Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada

As you know, your membership entitles you to receive this monthly magazine published by our Montreal headquarters. This magazine is filled with valuable information including inquiries for representatives and agencies as well as requests for information which may increase your business with France. Most of our Toronto members are not French but a good number can read and understand enough to get along. Those others who may have some difficulty in understanding should contact our officers who will be pleased to help you. You may also advertize in this publication. You may contact your secretary for further information.

Incidentally, as a Toronto Chapter member, you are also entitled to attend the Montreal or Quebec City functions whenever you happen to be in these cities. Your secretary attended the Chambre de Com-

merce Car Rallye in Quebec's Eastern Counties last May. Although he did not win anything, an ex-Toronto Chapter member carried the first prize, Philippe Dalle, Président of Cosmair Ltée.

Learn French

Several members answered our November call but a few are still required to fill a class of ten in order to begin our first experiment. Our fees of \$25. for 25 hours with an experienced teacher make this an inexpensive and attractive proposition. Take the time and call your secretary at once.

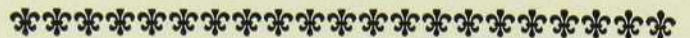
Members in the News

Our Honorary President, Henri Hulot, just returned from his Christmas Holiday in Montreal and the Laurentians where he and his wife enjoyed the scenery the French way, that is, over a good table and in the company of good friends. You must tell us all about it soon, Henri, including your New Year's Eve party at the Alpine Inn . . .

Our Honorary Vice-President, S. J. Aliman, spent three months in Brazil visiting relatives he had not seen in over 40 years. He returned in time for the Christmas party where we heard some of those Brazilian jokes he brought back. Welcome back to Toronto, Mr. H. V. P. You must tell us more about Brazil, n'est-ce pas ?

Our President, Leon Katz, is jealous! Now, it is his turn. He is about to embark on the S. S. France again on his way to the land of the sun. He says he is going South to unload some of his problems on those nice . . . Islanders in the Caribean . . . that is, between Chambre de Commerce luncheons, of course. Bon Voyage, Leon! Enjoy yourself but don't miss the boat on the way back.

Another one of our members was in the news on Christmas Eve . . . One we do not see often enough at our luncheons, Father Ben. Jobin. He now has his own Parish, St. Louis-de-France, in Don Mills. As the church is not yet built, he obtained permission to use a local United Church every Sunday. On Christmas Eve, the United Church service was held at 11:30 p.m. in order to enable Father Jobin's Midnight Mass to be held at 12:30 a.m., a fine example of cooperation. To top it, French speaking friends of the Protestant and Jewish faiths also attended this mass, an even better example of œcumenism, as it was mentioned in the short sermon. Present were, the Consul General of France, Mademoiselle Marcelle Campana, the Vice-Consul of France, M. et Mme G. Brunier, your president, Leon Katz, your secretary, M. et Mme Lucien R. L'Allier, and another member, M. et Mme Pierre Boutron.



POUR VOS VACANCES OU VOS VOYAGES D'AFFAIRES



voyez la
S.N.C.F.
avant votre départ.

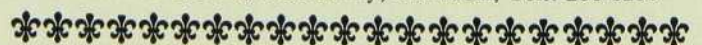
VITESSE • EXACTITUDE • CONFORT

**LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SONT À VOTRE SERVICE**

*Pour tous renseignements:
sur billets à prix réduits, Eurailpass, etc.,
consultez votre agence de voyage ou les bureaux de la*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Chambre 436, 1500, rue Stanley, Montréal, Tél.: 288-8255



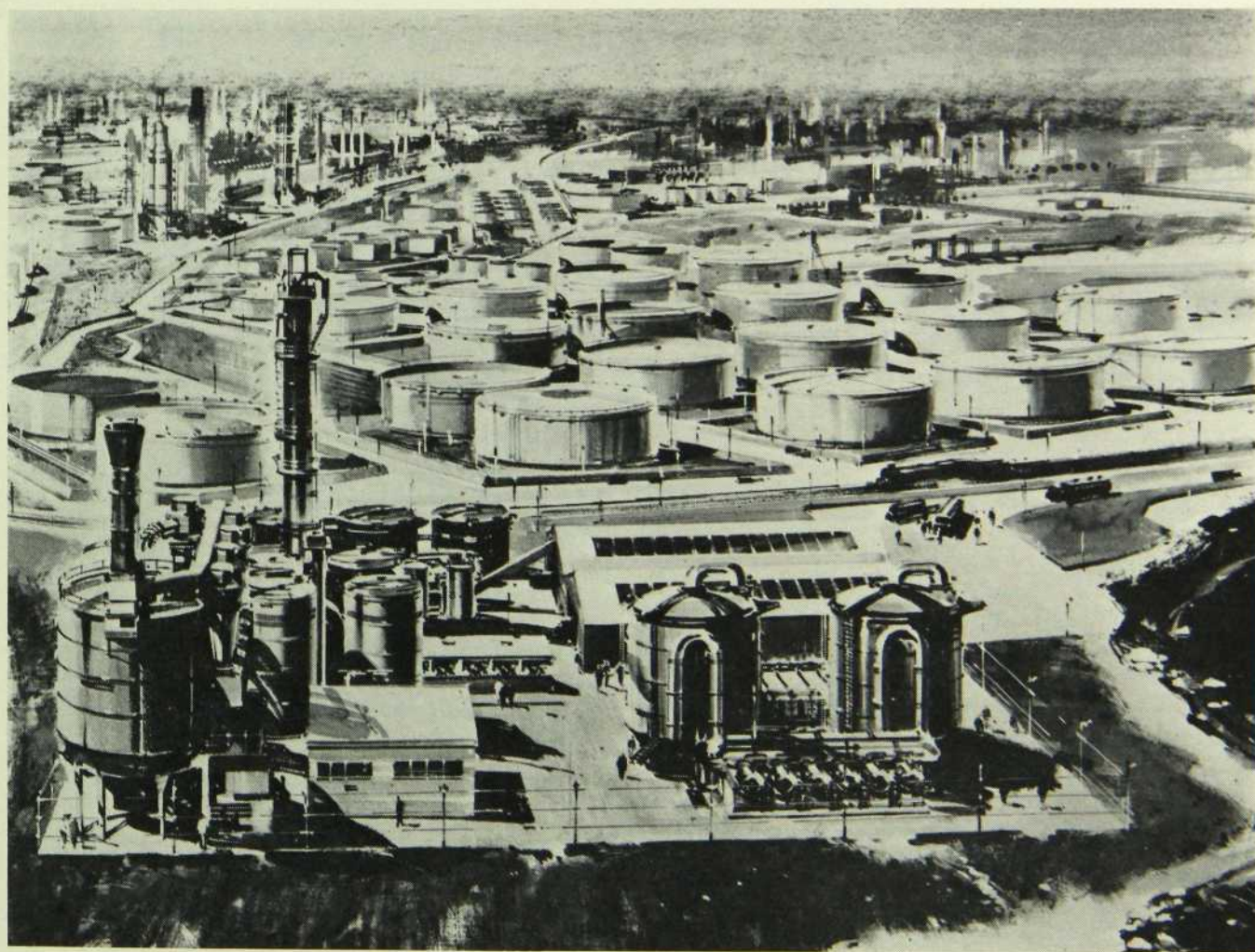
LE PÉTROLE, SOURCE DE PROTÉINES

La société BP projette la construction, à sa raffinerie de Lavera, en France, d'une usine de 6 millions de dollars affectée à la production de concentrés protéiques tirés d'une charge d'alimentation en combustible liquide. La construction devrait débuter en 1968 et l'usine, d'un rendement annuel de plus de 16.000 tonnes, devrait commencer à produire vers 1970. La commercialisation de la protéine se fera sous forme de composante de pâtée animale.

C'est à la raffinerie de Lavera, propriété de la Société Française des Pétroles BP, que M. Alfred Champagnat, à la tête d'une équipe d'hommes de science de BP, découvrit les vastes possibilités offer-

tes par la fabrication de protéines à partir du pétrole. C'est après huit années consacrées à la recherche et à la mise au point, dans ses laboratoires de France et du Royaume-Uni, que BP décida d'en entreprendre la production sur une grande échelle.

Pendant plusieurs années, on a soumis le nouveau produit de BP à des épreuves rigoureuses, à l'Institut central de recherches en nutrition et alimentation (C.I.V.O.) ainsi qu'à l'Institut de recherches sur les produits biochimiques en agriculture (I.L.O.B.) de Hollande, deux organismes spécialisés depuis longtemps dans le domaine des recherches en agriculture et en nutrition.



Esquisse de l'usine de production de protéines que BP envisage d'ajouter à sa raffinerie de Lavera, France, au coût de \$6 millions. Son rendement annuel devrait être de 16.000 tonnes de concentré protéique, d'ici à la fin de 1970.



Café de Paris :

Somptueusement décoré dans le style Louis XVI

avec son Lounge Bar :

Thé - Cocktails

et son Restaurant :

Déjeuner - Dîner

Bar Maritime :

Spécialité : poisson

Ritz Café :

Petit déjeuner, déjeuner et dîner
à prix modérés

Salle Ovale :

Buffet dansant — Dimanche soir (6 à 9 p.m.)
Trio José de Costa

**Raymond, Chabot,
Martin, Paré & Cie**

Comptables Agréés

Jacques Raymond, C.A.
Guy Chabot, C.A.
Guy Martin, C.A.
Jacques Paré, C.A.
Jean Brissette, C.A.
Philippe Rondeau, C.A.
Jacques Girard, C.A.
Jean-Pierre Roy, C.A.
Gilles St-Pierre, C.A.
Claude St-Denis, C.A.
Robert Gagnon, C.A.
Serge Saucier, C.A.
Gabriel Groulx, C.A.
Germain Chapdelaine, C.A.
Michel Guertin, C.A.
Camille Benoît, C.A.

Comptables Agréés

La Tour de la Bourse,

Montréal 3, Qué.

Geoffrion & Prud'homme

AVOCATS et PROCUREURS

612, rue Saint-Jacques,

Montréal 3

Tél. : 288-9161

PEUGEOT

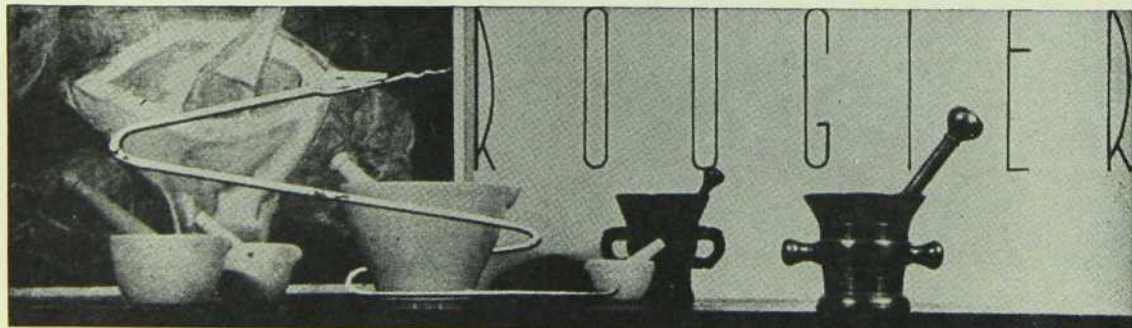
GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

ROGER BUNER AUTOMOBILES

27, boul. Sainte-Rose,

Sainte-Rose

Tél. : 625-4357



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTREAL 22

LA PARTICIPATION FRANÇAISE À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

M. Deschamps, directeur général de la Société Générale de Financement du Québec, a confirmé l'émission de \$5 millions d'actions privilégiées 7% convertibles, à dividende cumulatif et précisé qu'une douzaine d'établissements financiers français souscrivent au total \$2 millions — \$1,5 million en actions privilégiées, \$0,5 million en actions ordinaires. À elle seule, la Caisse des Dépôts et Consignations souscrit pour \$1 million. La participation française globale dans le capital de la S.G.F. est portée à 14% et un administrateur français siègera au conseil.

De son côté, la délégation générale du Québec à Paris précise, dans un communiqué, que la participation française à l'augmentation de capital de la Société Générale de Financement du Québec s'élèvera à 2 millions de dollars.

Les souscripteurs français sont au nombre de 12 dont 6 organismes publics (Crédit National, Banque Française pour le Commerce Extérieur, Caisse de Dépôts et Consignations, Crédit Agricole, Crédit Hôtelier et Crédit Populaire de France), trois banques de dépôts (Banque Nationale de Paris, Société Générale et Crédit Lyonnais) et trois banques d'affaires (Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit Commercial de France et Banque de l'Union Européenne Industrielle et Financière), les six organismes publics ont souscrit pour 1.250.000 dollars d'actions et les six banques pour 750.000 dollars.

La Société Générale de Financement du Québec est une société d'économie mixte à capital gouvernemental minoritaire dont le but est, à la fois, de promouvoir l'industrialisation et la rationalisation industrielle du Québec et de contribuer à généraliser l'épargne québécoise vers l'industrie.

Lors de l'émission initiale d'actions en 1964, le gouvernement du Québec avait souscrit 5 millions de dollars d'actions à dividendes différés et le secteur privé 11.103.720 dollars d'actions ordinaires. À cette époque, trois banques françaises avaient participé à la souscription pour environ 400.000 dollars. Une augmentation de capital ayant été jugée souhaitable,

le gouvernement québécois augmenta récemment sa participation de 5 millions de dollars d'actions à dividendes différés.

Pour maintenir la participation majoritaire des intérêts privés, la S.G.F. a lancé une émission de 5 millions de dollars d'actions privilégiées 7%, émission qui a rapidement réuni une forte participation française.

Devant l'importance de cette participation, la S.G.F. a décidé de réserver l'un des seize sièges au Conseil d'administration à un représentant des investisseurs français.

En Guadeloupe 

VACANCES

inoubliables

sous un SOLEIL RADIEUX

ATMOSPHÈRE
FRANÇAISE
ANTILLAISE



Une table... des vins!!!

Un hôtel de classe
sur une magnifique plage de sable fin

Hôtel "Les Alizés"

128 chambres climatisées

LE MOULE
GUADELOUPE

ANTILLES FRANÇAISES 

**ASSELIN, BENOÎT, BOUCHER,
DUCHARME, LAPOINTE**

Ingénieurs-Conseils

ASSOCIÉS

M. Hector Asselin, ing.
M. Marc Benoît, ing.
M. Raymond Boucher, ing.
M. André Ducharme, ing.
M. Gérard A. Lapointe, ing.

SOCIÉTAIRES

M. André G. Boudreau, ing.
M. Charles Boulva, ing.
M. Léonard Cartier, ing.
M. Alban M. Deschênes, ing.
M. Frédéric Dréville, ing.
M. Robert Garneau, ing.
M. David L. Harris, ing.
M. Gilles Marinier, ing.
M. G. Edgar Ransom, ing.

Tél.: 931-1731

4200 ouest, boul. Dorchester, Montréal

COMITÉ NATIONAL

des

VINS DE FRANCE

JOUR SANS VIN ?

JOUR DE CHAGRIN !!!



Prenez du vin à chaque repas. C'est
un peu de bonne humeur et une
aide précieuse pour votre digestion.

Les vins de France sont les meilleurs

2060, rue Mackay,

937-9135

Montréal

Brochure gratuite envoyée sur demande.



ACTIF : \$4,000,000

COMME...

L comme La PAIX
A comme ASSURANCES
P comme PROTECTION
A comme AUTOMOBILE
I comme INCENDIE
X comme... Il vous plaira !

LA PAIX

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA

vous servira **COMME...**

aucune autre Compagnie ne le fera !

465, rue Saint-Jean, Montréal - 844-8632

Câble : STARBER, Montréal Telex 01-2169

**St-Arnaud & Bergevin
Ltée**

Courtiers en douanes. Expéditeurs internationaux.
Dédouanement à tous les ports canadiens.

118, rue Saint-Pierre,

Montréal

Téléphone : 844-1561*

★

SUCCURSALES :

**Montreal Truck Sufferance
Warehouse**

7403, boul. Newman,
Lasalle, P. Q.

**Intermediate Terminals
Warehouse**

6378, Chemin Côte de Liesse,
Montréal, P. Q.

Air Cargo Terminal

Aéroport de Montréal,
Dorval, P. Q.

★

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR LES PAYS DE L'O.C.D.E.

La reprise devrait s'accélérer en 1968, année sur l'ensemble de laquelle le taux de croissance annuel devrait atteindre 4 à 4,5% dans la zone de l'O.C.D.E. Ce taux résulterait d'une expansion de la demande intérieure plus rapide au Japon (9%) et en Amérique du Nord (4,5%) qu'en Europe occidentale (3,5%). Telles sont les perspectives économiques générales vue par l'O.C.D.E.

Selon les experts internationaux, « on peut s'attendre que les écarts entre les taux de croissance diminuent notablement en 1968 si l'on part de l'hypothèse que l'expansion prendra de l'ampleur en Allemagne, en France et dans un certain nombre de petits pays industrialisés, que la croissance s'accélérera quelque peu au Royaume-Uni, mais que la forte progression enregistrée en Italie marquera un certain ralentissement. Après la dévaluation, la croissance de la demande intérieure au Royaume-Uni devra être contenue dans d'étroites limites; dans les autres pays d'Europe, la demande intérieure devrait être plus active sans toutefois atteindre le niveau prévu pour l'Amérique du Nord et le Japon ».

Faible progression des investissements productifs

Les experts ajoutent que « le retour à un taux de croissance plus normal dans la zone de l'O.C.D.E. semble être dû en grande partie à une augmentation plus rapide de la consommation privée, des investissements de l'État, de la construction de logements et des opérations de stockage. En revanche, après la quasi-stagnation de 1967, on ne peut escompter qu'une faible accélération des investissements productifs dans l'ensemble de la zone de l'O.C.D.E. car, dans un certain nombre de grands pays, la marge de capacité de production inemployée restera rapidement appréciable ».

D'après l'O.C.D.E., les perspectives pour les grands pays sont les suivantes :

France : L'effet expansionniste des finances publiques relevé dans le second semestre de 1967 ne se poursuivra probablement pas en 1968. Selon les experts de l'O.C.D.E., l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale et la réduction des prestations faites par elle auraient pour effet de réduire l'accroissement des dépenses des administrations publiques de 10,5% en 1967 à 8,5% en 1968. Il s'agit là d'une réduction de l'accroissement des dépenses. D'autre part, bien que l'augmentation des revenus tirés des recettes dues à la fiscalité revienne de 8,5% en 1967 à 7,5% en 1968, les recettes totales du secteur public augmenteront aussi vite en 1968 qu'en 1967: 9,4% par suite du relèvement des cotisations de la Sécurité sociale.

L'O.C.D.E. souligne que la réforme de la T.V.A. constitue une incertitude majeure concernant une

hausse des prix. L'espoir de voir la croissance s'affirmer en 1968 dépend pour une très large part de l'évolution de la consommation et de la demande extérieure.

L'O.C.D.E. fait remarquer que la situation des finances extérieures de la France est excellente et qu'étant donné le niveau actuel des réserves, elle ne devrait en aucun cas constituer un obstacle à une action expansionniste.

États-Unis : L'O.C.D.E. note que la hausse des prix s'est accentuée depuis l'été 1967 et que la situation de la balance des paiements est « préoccupante ». L'avenir pour 1968 n'est pas très précis étant donné l'incertitude qui règne quant au vote de l'augmentation des impôts demandé par le Président. L'O.C.D.E. estime qu'une politique budgétaire « assez fortement restrictive » semblerait s'imposer si l'on veut arriver à juguler la hausse des coûts.

Grande-Bretagne : La dévaluation pourrait donner aux industriels britanniques un avantage de 10% net sur leurs prix de revient. Toutefois, l'opération britannique ne réduirait le total des exportations des autres pays que de 1 à 1½% selon les pays. L'O.C.D.E. souligne que la dévaluation pourrait avoir un effet indirect défavorable sur les milieux d'affaires par suite du caractère peu stable des marchés des charges et des marchés financiers.

Allemagne : Un redressement, facilité par l'action des Pouvoirs publics, s'est amorcé au troisième trimestre. Mais, ajoute l'O.C.D.E., on ne peut guère prévoir la vigueur ni la durée de cette reprise. Cette incertitude tient en partie au fait que les mesures de relance adoptées dernièrement ont été associées à des décisions d'ordre budgétaire, qui exerceront à l'avenir un effet restrictif sur la demande.

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

GRANDS GARAGES DU QUÉBEC

306 est, rue Saint-Zotique Tél. : 273-9105
2955, boul. Laurentien Tél. : 331-0362

300 DIPLOMÉS FRANÇAIS VIENDRONT AU QUÉBEC

Quelque 300 jeunes diplômés français, appelés à faire leur service national à l'étranger au titre de la Coopération technique, feront bénéficier de leur concours les universités et les services publics du Québec pendant les mois qui viennent.

Une expérience analogue a eu lieu l'année dernière ; et le gouvernement québécois a décidé de renouveler cet essai fructueux avec l'autorisation des pouvoirs publics français et avec la collaboration du Consulat général de France à Québec.

« Les universités, les ministères et les organismes

tels que l'Hydro-Québec peuvent s'assurer ainsi, à peu de frais, pendant seize mois ou même deux ans si nécessaire, les services de professeurs ou de spécialistes qualifiés et dynamiques », précise un communiqué gouvernemental.

Le séjour des diplômés français profite aussi à ces derniers ; plusieurs de ceux qui, dans le passé, sont venus au Québec pour leur service national à l'étranger au titre de la coopération technique, ont eu l'avantage de pouvoir se munir, avant leur retour en France, d'une maîtrise ou d'un doctorat, obtenus dans une institution canadienne.

**BREVETS D'INVENTION,
MARQUES DE COMMERCE**
EN TOUS PAYS

MARION, ROBIC & ROBIC

ci-devant
MARION & MARION
(Fondée en 1892)

2100, rue Drummond, Montréal 25
Téléphone : 288-2152

PEÑARROYA CANADA LIMITÉE

*Filiale de la Société Minière et
Métallurgique de Peñarroya (Paris)*

**Exploration et
Développement Minier**

Bureau Principal
126, rue Saint-Pierre, Québec 2, P.Q.
Tél. : 692-1845

Président : Jacques Racine

C. E. Racine & Cie
LIMITÉE

1909 - 1968

Courtiers en Douane
et Transitaires

Membre de la Chambre de Commerce Française
au Canada



Edifice Board of Trade
300, rue du Saint-Sacrement
Montréal 1

Téléphone : 849-5291

Examen de la Vue
Lunettes

Dr ROBERT - H. LACOUR, O.D.

Verres de Contact

Docteur en Optométrie — Diplômé de Paris et de l'Université de Montréal

Jour : Mardi — Mercredi 9 a.m. à 6 p.m.

Jour et soir : Lundi — Jeudi — Vendredi 9 a.m. à 9 p.m.

4693, avenue Delorimier, Montréal

Téléphone : 523-3354

THE ATLANTIC COMMUNITY AND THE TECHNOLOGY GAP

"Investment in an era of advancing technology" strikes us as an especially timely subject in view of the stream of new products, new processes, and new management techniques flowing with increasing rapidity through the economics of the free world. These innovations are establishing whole new industries, adding variety to the array of goods from which we may choose, cutting costs, changing materials, and making other recent innovations quickly obsolete.

Many of these new developments — the jet on which I flew to Europe, the supersonic transports soon to come, television and communication satellites — are symbols and instruments of our fantastically shrunken and increasingly interdependent modern world. We are not, and must not permit ourselves to think we are, "oceans apart" in any respect. Yet this very technology is threatening to become a decisive issue in relations between the United States and Western Europe. The "technology gap" is a subject of controversy among the power centers of the West at the very time when social and economic welfare and military security make it essential that we work more closely together.

There *is* a technology gap, and it *is* a problem with serious economic, social, and political ramifications. The widely publicized "brain drain" is one of these. I think it is regrettable that some seem to take the view that the technology gap is only a creature of Europe's imagination and that, once we explain the facts, you will understand that we are really no threat at all. Basically, the gap is part of our problem of working together economically. Concern about it stems primarily, I believe, from concern about the great size of the United States economy, and from particular concern about the substantial expansion of American business operations overseas in the past decade.

I would define the technology gap as the self-evident lead of the United States over Europe, and the rest of the world, in certain of the most important science-based industries, particularly aerospace and electronics — industries at the very frontier of scientific knowledge and commercial exploitation today. I certainly do not mean to imply that technological supremacy is all on our side. For instance, we must bow respectfully to the European chemical industry which has pioneered in the development of DDT, cellophane, wrinkle-resistant fabrics and many other things. In steel, some of the most significant

new techniques have come from Europe. Even in aircraft, where we now have an overall lead, we see that Europe — notably France, the Netherlands, Sweden and, in the case of jet engines, Britain — is a wholly capable competitor in several important lines of civilian and military development. In fact, aircraft is a particularly apt example of how the technological lead in one industry can move back and forth across the Atlantic. It also points up the difficulty of measuring the technology gap.

It is possible that the gap is growing, as some students of this matter say it is. I am impressed with their argument that technology is developing so rapidly that the lead which the United States already has — fortified by an economy that is larger than all of Western Europe put together — would appear to place us in an advantageous position to widen the lead still further.

I submit, though, that it is impossible to prove whether the gap is growing or shrinking. It is difficult even to measure how big the gap is, much less its rate of change.

It is not clear precisely how important technological development is in a country's rate of economic growth, although it is certainly a factor. A recently published study by the Brookings Institution indicates that your faster growth did not result from any magic formula, nor even from the creation of the Common Market and EFTA. Rather, you had a shift of resources out of agriculture into industry and a diminution of accumulated slackness.

The Issue: Balancing Power

If technological prowess will not make your economy grow faster, it will nonetheless help you

PEUGEOT
GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

ROGER AUTOMOBILES LTÉE

4269 ouest, Ste-Catherine Tél. : 932-2925

to keep pace in certain key industries. Earlier this year, British Prime Minister Wilson warned that failure to keep pace would result in "an industrial helotry, under which Europe produces only the conventional apparatus of a modern economy, while becoming increasingly dependent on American business for the sophisticated apparatus that will call the industrial tune in the 1970's and 1980's." While I think this statement tends to exaggerate the dangers involved, it does point up the fact that what we are dealing with is an issue of balancing power. And it is as much in the interest of the United States as of Europe to see that the imbalance does not become greater and greater.

What can be done about it? I cannot condemn those in Europe who have reacted protectively to the expansion here of our businesses — including, of course, our banks. The United States itself was hostile to foreign ownership of its industry in the early days, for much the same reason. We did not want to be controlled by foreign interests, and very much wanted to develop a viable industrial capacity of our own. Fortunately, for us, we failed to keep you out! Your massive investment was essential to our growth. By the same token, I hope you will not use our mistaken protectionism of the past to justify a similar course in Europe now. In any event, the Europe of today is hardly the fledgling that America was when she was first trying to establish her independence.

Where, then, should the line be drawn between excessive protectionism on the part of the invaded country and excessive aggrandizement of the part of the invading industry? Each side will inevitably take a different view of his own and the other fellow's excesses. I suggest Europe should acknowledge the proven benefits of open frontiers, permitting others to help you exploit your resources. Isn't this, after all, a fundamental premise of the Common Market and the European Free Trade Association which you have formed yourselves?

What Might the U.S. Do?

Let me turn now to some specific suggestions, starting with what the United States might or might not do. First, a few negatives. Who should *not* "go home." I don't believe you want this. American business operations overseas are a major conduit for the flow of technology — in both directions, but particularly from the United States to other countries. Those American companies that operate abroad tend to be the ones which are more technically advanced.

We should not give Europe privileged assistance. You don't need it. It would be unrealistic to expect it.

And it would be unfair to those parts of the world which did not share in it.

Finally, I do *not* find fault — as some Europeans seem to — with the fact that my government supports a relatively large part of our research effort, particularly through the Defense Department. Superior United States military power is, of course, still critically important to all of the western world. While East-West relations may be improving in some respects, the situation inside the Communist world itself is, to say the least, uncertain.

My affirmative suggestions for the United States fall into two broad categories: attitudes and cooperation.

United States business must be constantly alert to the consequences of excessive zeal in operating overseas. Above all, it must not act as if Western Europe is an inevitable ally. In defense of Amer-

BUVEZ À VOTRE SANTÉ!

VICHY CÉLESTINS

EAU MINÉRALE ALCAINE NATURELLE — PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS



LA SEULE véritable eau de Vichy vendue au Canada
 Importée directement de l'établissement Thermal de Vichy, à Vichy, France
Méfiez-vous des imitations!!! Exigez CÉLESTINS.

Représentants exclusifs au Canada:
HERDT & CHARTON, Montréal

ican policy, I should say that the overriding program of the United States government — and, in a sense, the overriding program of the larger American companies — has helped you and has been encouraged by most of you. In the case of the government, I mean our support for the creation and strong development of the Common Market, including the membership of Britain and others who qualify. There are many Americans who still cannot understand why we should help Europe become a more effective competitor, so this policy has required some commendable fortitude in Washington.

American industry has also helped with an attitude which is doubtless easier for us from the outside that it is for you on the inside — namely, the attitude of treating Europe in its full dimensions, rather than being inhibited by national boundaries and the national habits that go with them.

There is also a practical business aspect of partnership. We Americans must remember that true partnership is as attractive to the European businessman in his affairs as it is to the European politician in his. By this I mean operating overseas with local interests as partners rather than unilaterally, participating actively in management, and encouraging efforts to support local economies. Managers who represent United States companies abroad must be men who relish the challenge of doing business in new ways and with new hazards, but who also see the potentiality of new rewards. The manager going overseas should have at least a working knowledge of the language of the country in which he is settling, know something of its history, culture, institutions and national goals, and have a desire and ability to know the people. Only with such a background can he hope to bring about respect for his business and understanding for his country.

As a final point on attitudes, we in the United States must make sure that our door is wide open to your entry. We say that it is, but I realize you run into resistance in specific cases and places. I also realize that an invitation to do business in an enor-

meous economy can be frightening on its face. May I point out, though, that Pechiney with two American partners opened and aluminium reduction mill in our northwest last year; that Olivetti — not without hard work — has turned a major American company from a losing operation into a profit maker; and that Lord Thomson of Fleet owns three dozen United States newspapers. Volkswagen says that its American sales helped appreciably last year when sales at home declined. I would venture that a capable European auto producer might survive in actual United States production where some Americans have failed.

My second suggestion involves cooperation. I mean, in this instance, cooperative exchange of information and ideas. There is an immense fund of information available for communication. One of the most revolutionary aspects of technological change today is in this very area—information and communication. We must use it to our mutual advantage.

Actually, the most important direct contribution that we can make to Europe's technological development, I believe, is to do more of our own exploratory research over here, using your research brains in their own countries. If our operations are going to be international—and they must be for the good of all—then the benefits must be widely shared. Any other approach would be self-defeating. The sewing machine came from France and the swinging, variable geometry principle for aircraft from Britain—not to mention most of the basic work on nuclear energy, antibiotics, jet propulsion and radar, all of which we owe to European research.

What Can Europe Do?

What might Europe do for itself, in addition to the many things it is already doing? Starting again with attitudes, at the risk of sounding American (which I am) and even Texan (which I am not) let me urge that all of us think on a grander scale: not of individual countries, not of a Common Market

MAHEU, NOËL, ANDERSON, VALIQUETTE & ASSOCIÉS

Comptables agréés

507, Place d'Armes, Montréal 1

Tél. : 842-6651 842-9709

J. Emile Maheu, C.A.
Bernard Robert, C.A.
A. R. Faggiolo, C.A.
Gilles Yergeau, C.A.
Claude Henry, C.A.

Jean Valiquette, C.A.
Roméo Carle, C.A.
Guy Amideneau, C.A.
André Côté, C.A.
Roméo Grenier, C.A.

J. Charles Anderson, C.A.
Adonias Dagenais, C.A.
Guy Landry, C.A.
Marcel Lamontagne, C.A.
Gilles Murray, C.A.

Rodolphe Maheu, C.A.
Marcel Hurtubise, C.A.
Lucien Jarry, C.A.
Michel Riccio, C.A.

SOCIÉTÉ NATIONALE AFFILIÉE : Collins, Love, Eddis, Valiquette & Co., Comptables agréés
Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal et autres villes au Canada
Représentants en Grande-Bretagne et aux États-Unis d'Amérique

with six or seven or ten members, not even of whole continents, but of the world.

The new types of aircraft, the communications satellites which bounce live television signals to American sets from European cameras, the computers which greatly simplify operations—the whole technology revolution is rapidly diminishing geographical boundaries. The old ways of doing things may be the comfortable ways, but they are fast disappearing. Trying to prevent their disappearance will help no one. Remember, we are the leaders of the free world. The two billion people who live in chronic underdevelopment can never hope to prosper without the help of the Atlantic Community.

With this in mind, some conditions in Europe today seem inconsistent with present and future trends and responsibilities.

First, the progress of the Common Market has been slow, both in the development of common policies among its original members and in the enlargement of the membership to make it truly European. I know it is difficult, but I cannot believe it is impossible. A viable Europe is impossible without closer internal cooperation.

In aeronautics, you are making an impressive display of the benefits of international collaboration. But in atomic energy and space, one senses that Europe's attempts at collaboration are guided perhaps too much by the partner's thoughts of their own immediate self-gain, and too little by thoughts of the common objective. An exception is the splendid Geneva laboratory of the *Centre Européen de Recherche Nucléaire (CERN)*.

There arises in my mind also a very real question of whether you are investing enough. Your capital resources are limited, you will say, and there are other essential needs competing for their use. My reply is that it may be far more expensive for you later to neglect this investment now, and, if you do, you may have much further to catch up.

In my own field, finance, and in industry generally, Europe has a pattern of what appears to me to be insufficiently large scale. In finance, I think we have been helping you to discover and develop your own capacity. In industry, there has been an enormous wave of mergers, I realize, but why are there still only a few companies that transcend national boundaries?

Finally, it surprises us in the United States that you pay relatively little attention to management training in some of the newer scientific disciplines. With all due respect to classical study—and to our

great debt to you for its perfection—you seem to be neglecting some of the essentials of modern economic development, especially the science of management. It is under American sponsorship that Western Europe's first graduate school of science and technology is being organized right now.

The technology gap is, in part at least, a management gap. There appears to be great reliance on management by intuition in Europe, while the United States has developed sophisticated management techniques — many of them the result of industry's close ties with the colleges and universities. Greater emphasis would seem to be called for on providing management education of high quality and creating an environment in which European managers are able to work more effectively.

If one examines the technology gap closely, he realizes that the American advantage comes not so much from the discovery of new ideas and methods as from their application. It has to do basically with capabilities in management, engineering, and marketing. In short, the willingness to take risks and to accept change. Yet there is no reason why the United States should be more receptive to change than others. Indeed, Europe's greatest natural resources — by which I mean her history of accomplishment in basic research, her respect for excellence and personal achievement, and her established systems of national and international planning — equip her well for change.

I am happy to say that the lag between the rate of innovation in the United States and Europe is certainly not the outstanding feature of our relationship. Rather, it is a reflection of the fact that the United States does have an over-all economic lead in the world today.

The important thing, I believe, is the historical implication of the technological explosion in which we are all engaged. Technology is a massive force that is leading us toward international integration and mutual development and away from divided nationalism.

The technological revolution will benefit us all if we make the most of it, and we will all suffer if we don't. It is essential that we use it to improve our inter-relationship, to attack our mutual problem of helping less fortunate nations to develop, and to improve the quality of life among the disadvantaged in our own countries as well.

(Excerpts from remarks at International Investment Forum, by David Rockefeller, president of Chase Manhattan Bank, in Paris, October 23, 1967.)

THE 100 LARGEST COMPANIES IN EUROPE

Rank	Company	Country	Capital* Employed \$000	Net Profit Before Interest and Tax \$000					
1	Royal Dutch/Shell	NE	6,629,613	425,667	51	Robert Bosch	G	269,739	3,888
2	Finsider	I	3,134,163	28,260	52	HOAG	G	269,403	2,862
3	Philips	NE	2,517,042	103,392	53	Snia Viscosa	I	268,065	10,803
4	Montecatini	I	2,172,432	67,359	54	Com. Gén. d'Electricité	F	246,447	12,219
5	Volkswagen	G	1,548,414	198,948	55	Lufthansa	G	229,653	11,613
6	Siemens	G	1,321,287	43,827	56	Swedish Fatch	SW	225,411	6,468
7	Unilever NV	NE	1,247,799	102,441	57	Ugine	F	232,081	7,683
8	ATH	G	1,160,409	18,606	58	Citroën	F	219,360	6,045
9	Hoechst	G	1,069,053	75,834	59	Olivetti	I	215,766	8,472
10	BASF	G	1,029,555	66,579	60	Karstadt	G	215,016	23,454
11	Bayer	G	1,028,631	72,237	61	Preussag	G	209,007	4,254
12	RWE	G	991,947	67,908	62	Koninklijke Zout-K	NE	208,860	12,957
13	Pirelli	I	927,936	12,516	63	Copenhagen Telephone	D	202,821	14,724
14	Fiat	I	882,792	41,352	64	Nestle/Unilac	S	199,512	38,982
15	AKU	NE	852,402	27,450	65	Chemische Werke Huls	G	199,074	25,140
16	Hoesch	G	765,711	9,129	66	Klockner-Humboldt	G	197,322	9,468
17	Petrofina	B	765,168	33,387	67	Kaufhof	G	195,951	4,740
18	Mannesmann	G	728,259	18,708	68	Metallgesellschaft	G	194,736	9,180
19	AEG-Telefunken	G	723,354	24,735	69	Ned. Kabelfabrieken	NE	193,905	7,779
20	Rhone-Poulenc	F	719,637	26,859	70	Glanzstoff	G	189,891	19,020
21	Ford-Werke	G	680,106	51,816	71	Denain Nord-Est	F	189,693	8,316
22	Rheinische Stahlwerke	G	677,577	12,681	72	Volvo	SW	184,533	16,674
23	Hoogeveens	NE	671,826	19,377	73	MAN	G	181,905	12,231
24	Cie Française des Pét.	F	640,926	44,913	74	Kuhlman	F	181,839	5,472
25	Fr. Krupp Hüttenwerke	G	639,069	6,837	75	KLM	NE	179,760	24,330
26	SKF	SW	619,188	23,811	76	Cont. Gummi-Werke	G	179,160	10,413
27	Gelsenkirchener	G	616,359	2,778	77	Saab	SW	178,665	3,486
28	Saint-Gobain	F	587,655	12,324	78	L'Air Liquide	F	172,143	10,464
29	Peugeot	F	581,955	22,236	79	Scania-Vabis	SW	168,861	7,002
30	Cockerill-Ougree	B	527,487	—	80	Norsk Hydro-E	N	164,817	9,537
31	L. M. Ericsson	SW	460,071	24,045	81	Demag	G	157,872	5,703
32	Van Ommeren	NE	458,703	4,101	82	Thomson Houston	F	157,758	2,691
33	Usinor	F	429,318	2,670	83	Trefimétaux	F	155,373	5,100
34	Daimler-Benz	G	421,497	41,931	84	CSF	F	151,386	3,315
35	Intercom	B	413,235	14,457	85	Wintershall	G	149,733	8,004
36	EBES	B	407,832	13,518	86	Ciba	S	144,645	10,488
37	Péchiney	F	383,925	13,770	87	J. R. Geigy	S	144,258	5,862
38	ARBED	L	375,369	2,583	88	Electrolux	SW	139,920	5,457
39	Union Minière	B	353,163	17,802	89	Harpener Berghau	G	136,533	—
40	ASEA	SW	351,876	14,466	90	Uddelholms	SW	136,440	3,693
41	DEA	G	350,604	150	91	DEGUSSA	G	135,825	8,901
42	Grangesberg	SW	332,046	10,224	92	Atlas Copco	SW	135,285	11,709
43	Svenska Cellulosa	SW	325,698	7,821	93	Felten & Guilleaume	G	134,631	3,033
44	Lorraine Escaut	F	317,367	—	94	Italcementi	I	133,467	4,275
45	Klockner-Werke	G	311,814	5,884	95	SAS	SW	132,573	13,521
46	Sidelor	F	295,524	1,083	96	Zwanenberg	NE	127,920	11,475
47	Anic	I	287,421	7,008	97	Alfa-Laval	SW	127,101	6,435
48	Esso Standard	F	280,551	9,291	98	Schering	G	127,068	5,952
49	De Wendel	F	275,124	2,022	99	Borregaard	N	126,438	786
50	Esperance-Longdoz	B	273,297	—	100	Linde	G	120,921	2,634

B: Belgium; D: Denmark; F: France; G: Germany; I: Italy;
L: Luxembourg; N: Norway; NE: Netherlands; S: Switzerland;
SW: Sweden.

prendre le développement économique. Si le Québec désire créer des emplois productifs à tous ceux qui veulent et qui peuvent travailler et relever le niveau de vie, il aura à faire appel aux capitaux extérieurs dans des proportions croissantes au cours des 5 à 10 prochaines années pour combler l'écart entre les épargnes formées dans la Province et la masse des investissements nécessaires. En corollaire, dans une économie qui supporte des charges financières aussi élevées que le Québec, tout ralentissement notable dans l'afflux de capitaux, ou tout renversement de tendance vers une sortie de capitaux, entraînerait dans son sillage une perte économique considérable et une chute du niveau de vie. Le fait que nous vivons dans un monde avide de capitaux et que seules les disponibilités nord-américaines soient suffisamment importantes pour répondre aux besoins du Québec, réduit sensiblement l'éventaire de nos options.

Le changement d'orientation des échanges internationaux milite également en faveur d'une dépendance plutôt accrue qu'atténuée, des marchés nord-américains. L'intégration économique à l'intérieur de l'Europe, l'accord de libre-échange automobile entre le Canada et les États-Unis, et les récentes négociations tarifaires du Kennedy Round (auxquelles le Marché commun européen refusa notamment de concéder une réduction tarifaire valable à l'aluminium et au papier-journal, soit les deux produits d'exportation les plus importants du Québec) jouent nettement en faveur d'un renforcement des interdépendances nord-américaines.

La rapide croissance de la main-d'œuvre québécoise, un besoin continu de capitaux extérieurs, un niveau d'endettement déjà élevé et une dépendance grandissante de l'Amérique du Nord ne manquent pas d'avoir certaines implications pour la politique de développement économique de la Province.

En premier lieu, le rythme languissant des investissements dans l'industrie manufacturière doit être stimulé si nous désirons créer des emplois nouveaux en nombre suffisant dans l'industrie secondaire. Dans le secteur primaire, à intensité de capital croissante, non seulement notre boom des années '60 (axé sur le minerai de fer, les pâtes et papiers et l'énergie hydro-électrique) a-t-il commencé à s'essouffler, mais des minerais actuellement en forte demande (e.g. uranium, nickel, pétrole et potasse) nous font défaut. D'autre part, l'industrie forestière du Québec cède depuis quelque temps l'avantage à d'autres contrées en Amérique du Nord. Quant à l'industrie manufacturière, les efforts devraient porter sur l'achèvement

de notre base industrielle et sur le lancement de nouvelles industries à technologies avancées susceptibles d'affronter la concurrence mondiale. Les pouvoirs publics peuvent, et devraient, influencer le développement économique (notamment en multipliant les stimulants) sans engouffrer dans des projets industriels spécifiques de précieux deniers publics — qui seront de plus en plus nécessaires au financement des équipements sociaux (e.g. instruction, santé, transports, rénovation urbaine, etc.) — et sans se substituer à l'initiative privée. On peut noter à cet égard, que l'exemple souvent cité de la Suède, soi-disant pays de l'entreprise « publique » ou « mixte » est erroné en ce sens que l'industrie suédoise est en fait contrôlée, à peu d'exceptions près, par des intérêts privés; seuls les services de téléphones et télégraphes et, partiellement, les industries minières et hydroélectriques font partie du secteur nationalisé.

Enfin, l'expansion du secteur manufacturier du Québec doit s'accompagner d'une politique de développement régional appropriée visant à créer des emplois dans les régions rurales et à relever le défi du mouvement accéléré d'urbanisation.

Nous voilà donc au point critique des divers problèmes dont je viens de vous entretenir, c'est-à-dire la réconciliation de la réalité économique du Québec avec les aspirations de la majorité francophone. Du

Greenshields Incorporated



4 Place Ville Marie, Montréal

Tous Services Financiers

- Ordres en Bourse
- Opérations sur le Marché Monétaire
- Souscription et Distribution de Titres
- Gestion de Portefeuille
- Recherche Économique et Financière

Montréal	Toronto	New-York	Londres
Ottawa	Québec	Winnipeg	Vancouver
Sherbrooke	London, Ont.	Calgary	Hamilton
Représentant à Zurich			

point de vue économique proprement dit, ces aspirations peuvent, à mon sens, se résumer ainsi :

- la pleine participation des Canadiens-Français à la vie industrielle, commerciale et financière ;
- l'utilisation accrue de la langue française comme langue du travail ;
- une influence plus marquée sur la destinée économique de la Province ;
- enfin, la participation de nos entreprises à la réalisation des objectifs économiques et socio-culturels du peuple québécois.

Les événements qui se succèdent depuis le début des années '60 constituent la preuve que le conflit entre ces aspirations et les attitudes des milieux d'affaires est plus apparent que réel. La question qui se pose est, en fait, de savoir si les récents progrès réalisés dans le sens de telles aspirations peuvent être étendus et accélérés et non point si un accommodement est possible ou non.

Une situation complètement différente se présenterait si un processus de séparation venait à se déclencher, mettant en danger les relations économiques, financières, monétaires et commerciales fondamentales entre le Québec et le reste du Canada. Le déracinement de l'économie du Québec de son cadre naturel imposerait des coûts qui se traduiraient par une pénurie d'investissements, une augmentation du chômage et une baisse du niveau de vie. Les effets négatifs sur les investissements seraient la conséquence directe des facteurs suivants : changement prévisible du régime économique au Québec, incertitudes à l'égard de la « viabilité » financière et économique d'une entité séparée et de l'importance de ses marchés et finalement la perte des paiements de péréquation et des services du gouvernement central.

Le spectre d'un Québec économiquement isolé est apparu à un moment où la Province subit le dégonflement naturel qui suit un boom tel que celui causé par l'Expo et où l'économie canadienne dans son ensemble traverse une période de ralentissement et d'augmentation du chômage. Enfin, disons-le sans ambages, la patience, la bonne volonté et le génie inventif de tous les Canadiens n'échapperont certainement pas à l'épreuve au cours des mois à venir.

L'ORÉAL DE PARIS

PRODUITS CAPILLAIRES
DE HAUTE RÉPUTATION
UTILISÉS
DANS
LES MEILLEURS
SALONS DE COIFFURE

COSMAIR (CANADA) LIMITED
HAMILTON, ONTARIO

RIEL, BISSONNETTE, VERMETTE & RYAN AVOCATS et PROCUREURS

**Tour de la Bourse
300, Square Victoria - Suite 2104
Montréal 3.**

Maurice Riel, c.r.
Clermont Vermette
Jaime W. Dunton
Michel J. Green

Albert Bissonnette, c.r.
Gerald J. Ryan, c.r.
Jean-Louis Tétrault

Tél.: 866-6743

Adresse télégraphique: RIVERDIN

Les Éditions Françaises Inc.

Distributeur exclusif pour le Canada des

ÉDITIONS LAROUSSE

Siège Social :
192, rue Dorchester,
Québec 2, P.Q.

Succursale :
8440, boul. Saint-Laurent, chambre 301
Montréal 11, Qué.

**LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA**

PRÉSIDENT

M. Louis Jalabert

VICE-PRÉSIDENTS

**M. Martin Forest
M. Jean-Loup Dherse**

TRÉSORIER

M. Guy Chabot

SECRÉTAIRE

M. Frédéric Dreville

CONSEILLERS

**MM. André Bachand
René Chouteau
Philippe Dalle
Jacques Douillet
François Faucher
Henry Mhun
Paul Normandeau
Roland Olivier
Michel Pairault
Maurice Riel
Maurice Sodoyer
Marcel Théoret**

CONSEIL D'ARBITRAGE

**MM. Pierre Adam
Claude Boyer
René Duron
Patrice Jordan
Joseph Klein
H. de La Myre Mory
R. Mazur
B. R. de Massy
N. Phillips
G. A. Roy
E. Spire
Maurice Zimmermann**

LANCÔME

PRODUITS DE BEAUTÉ
ET PARFUMS



Agents : COSMEX LIMITÉE
MONTRÉAL

WESTMOUNT REALTIES COMPANY

1367, avenue Greene, Montréal 6, Québec
Téléphone : 935-8541

SERVICE COMPLET DE COURTAGE IMMOBILIER

Domiciliaire	Eugène Zinay, F.R.I.
Placement	Germain Gagnon, F.R.I.
Commercial	Jean Baruchel, F.R.I.
Industriel	Louis Lépine, S.R.I.

Membre : Chambre d'Immeuble de Montréal

PEUGEOT

GARANTIE 24 mois ou 50,000 milles

ST-HUBERT AUTO CENTRE

5410, boulevard Grande Allée,
SAINT-HUBERT, Qué.
Tél.: 676-0241

NOTRE CARNET

Nominations

M. Pierre Salbaing, ancien président de la Chambre, vient d'être nommé au conseil d'administration de la Société Générale de Financement du Québec.

M. Léopold Bernier est nommé consul honoraire de la République de Madagascar.

M. René Leclerc vient d'être élu vice-président et membre du comité exécutif de la Banque Canadienne Nationale.

M. Yves Plattard, ancien conseiller commercial à Montréal, entre au cabinet de M. Nungesser comme conseiller technique chargé des problèmes relatifs à la promotion des exportations françaises sur le marché mondial ainsi que des relations économiques avec la zone franc et de la coopération économique et technique avec le Québec.

Le Conseil de direction de l'Institut et de la Chambre de Commerce France-Canada, présidés respectivement par le duc de Levis-Mirepoix, de l'Académie française, et M. Marcel Demonque, Président des Ciments Lafarge, a élu à l'unanimité, au cours de sa dernière réunion : M. Robert Bordaz, conseiller d'État, ancien commissaire général de la participation française à l'Exposition universelle et internationale de 1967 à Montréal, à la présidence du Comité culturel de l'Institut France-Canada, et M. Jean Vinant, conseiller du Commerce extérieur et administrateur d'Eurelex, à la vice-présidence de la Chambre de Commerce France-Canada.



Un service à la française

par le choix de ses divertissements...

Le "festival en plein ciel" entre Montréal et Paris: musique stéréophonique (écouteurs individuels*) sept programmes au choix; film récent en couleur dans sa version française!

par la qualité de sa table...

La cuisine du célèbre hôtel Ritz Carlton... arrosée des meilleurs vins de France!

par la chaleur de son hospitalité...

Le service d'accueil. Où que vous alliez, il est là pour vous dépanner ou rendre votre voyage plus agréable!

Air France, c'est Paris qui vient vous prendre à domicile!

à votre service

AIR 
FRANCE

LE PLUS GRAND RESEAU DU MONDE

La certitude d'un excellent voyage!

*moyennant un léger supplément.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Société de Prêts Hypothécaires

(Fondée en 1880)

OBLIGATIONS À COURT TERME

DISPONIBLES SUR DEMANDE

TAUX COURANT :

7% pour 2, 3, 4 et 5 ans

SIÈGE SOCIAL :

Montréal: 612, rue Saint-Jacques

COMITÉ DE PARIS :

Paris: 18, avenue de l'Opéra

SUCCURSALES ET AGENCES :

Montréal - Québec - Toronto - Ottawa - Winnipeg - Regina - Saskatoon - Edmonton - Calgary - Vancouver